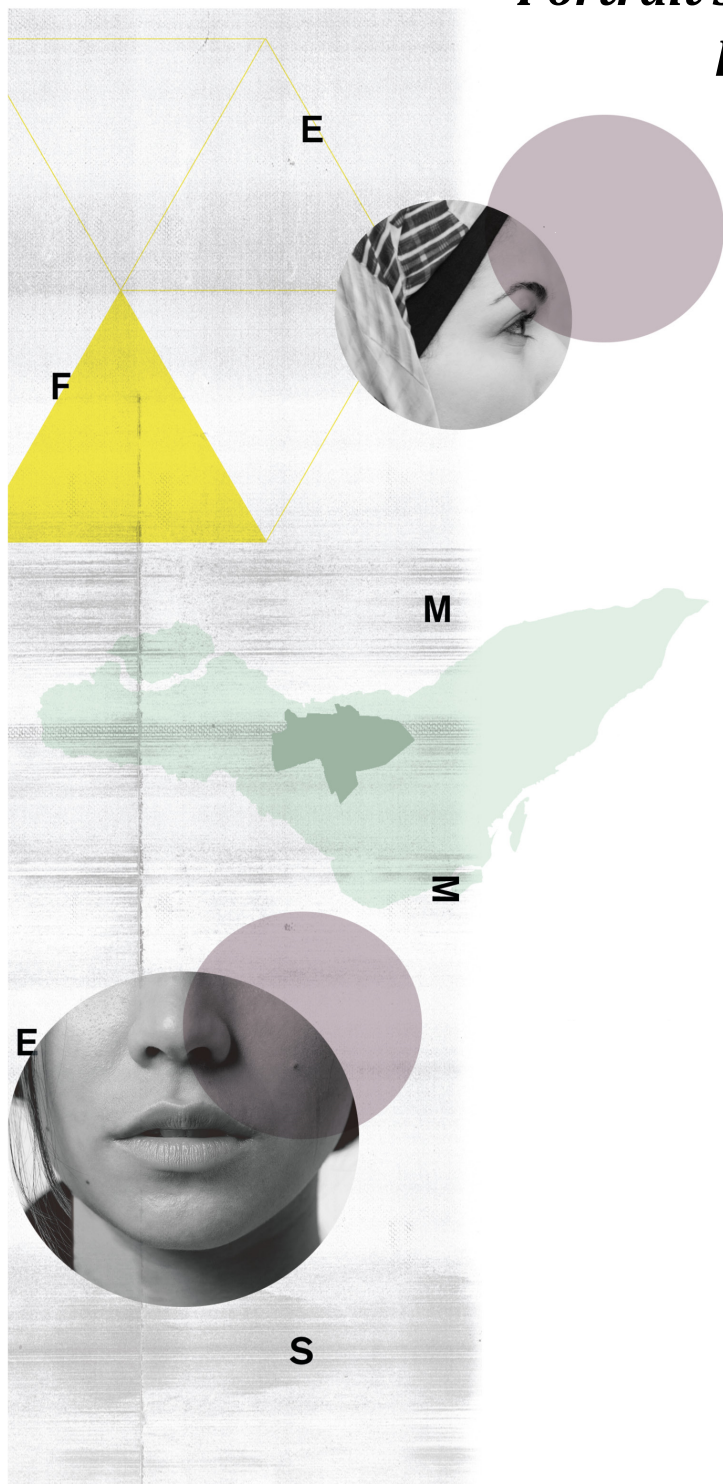


LES FEMMES LAURENTIENNES

*Portrait socioéconomique et stratégies
pour répondre à leurs besoins*



Par
Leila Celis (directrice)
et
Emmélie Blais-Dowdy
Sarah Paquet
Alexandre Duchesne

En partenariat avec le Comité Femmes du
Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent

Mars 2017

COSSL
Comité des Organismes Sociaux
de Saint-Laurent

UQÀM

CRIC

Centre de recherche en immigration,
ethnicité et citoyenneté

UQÀM

Service aux collectivités

Les femmes laurentiennes. Portrait socioéconomique et stratégies pour répondre à leurs besoins

Les Cahiers du CRIEC
Rapport de recherche
Sous la direction de Leila Celis (2017)

Cette recherche a été effectuée dans le cadre du Service aux collectivités de l'UQAM, à la demande du Comité Femmes du Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL) et avec la collaboration du Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC).

Dépôt à la Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 978-2-921600-41-5

Ce document est disponible au :

Service aux collectivités, UQAM

C.P. 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3177
Page web : www.sac.uqam.ca

au :

Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL)

1055 Sainte Croix Ave
Saint-Laurent, (Québec) H4L 3Z2
Téléphone : (514) 748-2000
Courriel : info@cossl.org
Page web : www.cossl.org/

et au :

Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC)

Département de sociologie, UQAM
C.P. 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3000 poste 3318
Courriel : criec@uqam.ca; Page web : www.criec.uqam.ca

Édition et montage
Victor Alexandre Reyes Bruneau
Camille Ranger

Table des matières

Antécédents et introduction	1
L’approche féministe intersectionnelle et culturellement sensible.....	4
SECTION I - PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES DE L’ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT	6
Introduction.....	6
1.1 Les inégalités sociales dans l’arrondissement.....	6
1.2 Le démantèlement des CPE	8
1.2.1 L’impact du démantèlement des Centres de la Petite Enfance selon les caractéristiques démographiques des enfants et des familles de l’arrondissement	9
1.2.2 L’impact du démantèlement des Centres de la Petite Enfance selon la situation socio-économique des femmes de l’arrondissement	10
1.3 Les participantes aux services communautaires de l’arrondissement de Saint-Laurent.	12
1.3.1 Formation en intégration professionnelle. Les obstacles et les défis pour les immigrantes.....	12
1.3.2 Intersectionnalité des catégories de domination	18
SECTION II – ÉVALUATION ET PROPOSITIONS D’AJUSTEMENT DES SERVICES EXISTANTS.....	21
Introduction.....	21
2.1 Points forts	22
2.1.1 Les services offerts sont un espace de socialisation	22
2.1.2 Proximité des services.....	23
2.1.3 Services favorisant l’intégration sur le marché du travail.....	23
2.2 Défis/problèmes :	24
2.2.1 Faire connaître les services existants	24
2.2.2 Horaires d’attention au public.....	26
2.2.3 L’inaccessibilité aux services de garderie : un frein à l’accessibilité aux services communautaires	27
2.3 Stratégies pour rejoindre les femmes laurentiennes et répondre à leurs besoins	27
2.3.1 Renforcer une approche intersectionnelle et l’ouverture interculturelle.....	27
2.3.2 Consolider les stratégies de rayonnement et joindre plus de femmes de diverses origines.....	28
2.4 Recommandations de politiques publiques et financement	29
Les investissements sociaux sont rentables économiquement.....	29

La garde des enfants est une responsabilité sociale	30
Les habitant.es du quartier Couronne Chameran ont besoin de services communautaires accessibles sur place	30
Bibliographie.....	32
Annexes – Tableaux construits à partir du sondage passé parmi les utilisatrices des services communautaires de l’arrondissement de Saint-Laurent.....	35
Le niveau d’éducation à la ville de Montréal, l’arrondissement de Saint-Laurent et au Québec	35
Catégories d’âge pour l’échantillon de cette recherche et pour la ville de Montréal	38

Tableaux

Tableau 1 - Le revenu de la population de l'arrondissement Saint-Laurent en 2011	7
Tableau 2 - La population de l'arrondissement Saint-Laurent et de Montréal selon le sexe et l'origine.....	8
Tableau 3 - Principales préoccupations des répondantes.....	8
Tableau 4 - Comparaison de l'évolution du nombre des familles, arrondissement Saint-Laurent et ville de Montréal de 1991-2011.....	9
Tableau 5 - Comparaison de la variation du nombre de familles avec enfants à la maison, arrondissement de Saint-Laurent et ville de Montréal de 2001-2011	10
Tableau 6 - Lieu de naissance et occupation principale de la répondante	11
Tableau 7- Le revenu du ménage selon l'occupation des répondantes	13
Tableau 8 - Les deux principaux besoins des répondantes immigrantes	14
Tableau 9 – Relation entre le niveau de scolarité complété et les revenus du ménage chez les répondantes.....	15
Tableau 10 - Croisement entre le dernier niveau de scolarité complété et la reconnaissance du diplôme	16
Tableau 11 - La reconnaissance du diplôme et le recommencement de la formation	17
Tableau 12 - Effet de la naissance hors Canada et de l'origine arabe sur le revenu, le diplôme et la taille des ménages dans notre échantillon	18
Tableau 13 - Croisement entre certains pays d'origine et le revenu du ménage	18
Tableau 14 - Nombre d'habitant.es total dans le logement en fonction du revenu des ménages.....	20
Tableau 15- La connaissance des participantes des organismes de l'arrondissement Saint-Laurent	26
Tableau 16 - Le niveau de scolarité selon le sexe dans la ville de Montréal en 2011	35

Annexes

Tableau 17 - Le niveau de scolarité selon le sexe dans l'arrondissement Saint-Laurent en 2011.....	36
Tableau 18 - Comparatif du niveau d'éducation dans la province de Québec pour l'ensemble de la population	37
Tableau 19 Catégories d'âge de l'échantillon.....	38

Tableau 20- Catégories d'âge de la ville de Montréal	38
Tableau 21- Répondantes nées au Canada ou non.....	38
Tableau 22- Le statut locatif selon le lieu de naissance (Au Canada ou non)	39
Tableau 23- Croisement entre le pays d'origine et le revenu (revenu en millier \$)	40
Tableau 24 - Langue maternelle et revenu du ménage en dollar selon notre échantillon.	41
Tableau 25- Le statut matrimonial des répondantes	42
Tableau 26- Satisfaction générale du logement et revenu de la répondante.....	43
Tableau 27- Le taux d'insatisfaction due au coût du logement	44
Tableau 28- Les répondantes ayant recours aux services, organisations, associations ou organismes pour des raisons de santé	44
Tableau 29- Les répondantes ayant recours aux services, organisations, associations ou organismes pour des raisons de dépannage alimentaire	45
Tableau 30- Les répondantes ayant recours aux services, organisations, associations ou organismes pour les services reliés aux loisirs et aux activités sportives	45
Tableau 31- Le nombre de répondante utilisant les services du Centre local de services communautaires (CLSC)	46
Tableau 32- Le nombre de répondantes utilisant les services d'une clinique médicale ...	46
Tableau 33- Le nombre de répondantes utilisant les services d'une clinique sans rendez-vous	47
Tableau 34- L'appréciation du support à l'arrivée pour des répondantes issues de l'immigration	47
Tableau 35 - Provenance du support à l'arrivée pour des répondantes issues de l'immigration	48

Antécédents et introduction

Ce projet répond à deux besoins complémentaires formulés par les membres du Comité femmes du Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL). Le premier est de dresser un portrait socio-économique des femmes de l'arrondissement, et le deuxième est d'évaluer les services offerts actuellement afin de formuler des recommandations qui permettront de les ajuster en fonction des besoins de celles-ci.

Le défi de dresser un portrait de la situation socioéconomique des femmes de l'arrondissement est d'autant plus important qu'aucune étude portant spécifiquement sur la réalité des femmes laurentiennes n'a été réalisée jusqu'à maintenant. Par conséquent, il est difficile de savoir si les services offerts répondent aux besoins des femmes ou de connaître la proportion des femmes rejointes par ceux-ci. Il importe de signaler que, bien que les données socio-économiques existent (SNM, Statistique Canada), elles ne sont pas accessibles, ou le sont de façon très partielle et éparpillée. Colliger cette information a été un objectif central de cette recherche, objectif qui – disons-le tout de suite – n'a été que partiellement atteint : les coûts élevés qu'il aurait fallu déboursier pour accéder aux données de Statistique Canada sur l'arrondissement ont constitué une entrave d'envergure qui nous a obligés à réduire les objectifs de la recherche.

Les membres du Comité femmes ont voulu accorder une attention particulière à la réalité des femmes immigrantes étant donné leur poids démographique dans l'ensemble de la population et parce qu'une partie importante d'entre elles n'est pas rejointe par les organismes communautaires. Ainsi, il est frappant de constater que les femmes asiatiques ne participent que très peu, sinon pas du tout, aux activités offertes par l'ensemble des organismes alors qu'en 2011, 7,5% de la population de l'arrondissement est d'origine chinoise (Arrondissement Saint-Laurent 2013, p.49). Malheureusement, il a été impossible pour nous de sonder les femmes qui ne sont pas rejointes actuellement par les organismes communautaires et donc impossible d'identifier clairement leur vécu et leurs besoins. Notre projet s'est concentré donc sur l'adaptation des services communautaires en fonction des statistiques existantes et des besoins exprimés par les femmes bénéficiant déjà du support des organismes. Nous répondons ainsi à l'objectif fixé par le Comité femmes de prendre en compte la diversité des réalités des femmes issues de l'immigration pour repenser l'intervention et pour adapter les services à leurs besoins.

Le portrait socio-économique des femmes de l'arrondissement que nous présentons dans ce rapport provient de plusieurs sources quantitatives et qualitatives. Au plan quantitatif, nous avons utilisé des données publiques provenant de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) produite par Statistique Canada en 2011 et des données sociodémographiques de la ville de Montréal. Finalement, nous utilisons nos propres données que nous avons recueillies auprès des femmes fréquentant les organismes de l'arrondissement. Cette collecte de données a été réalisée au moyen d'un questionnaire de type sondage, distribué en format papier, en français, anglais, arabe, mandarin et espagnol aux femmes qui fréquentent les organismes communautaires, principalement lors d'activités de dépannage alimentaire. Ces activités de dépannage alimentaire s'adressent aux femmes et familles à faible revenu. Par conséquent, les conclusions de ce sondage

nous informent sur la réalité des femmes et des familles les plus défavorisées de l'arrondissement. Nous avons recueilli les réponses de 190 femmes. Au plan qualitatif, les informations proviennent des entretiens avec des intervenantes¹ des organismes parapublics et communautaires, ainsi que des *focus groups* réalisés en 2016 auprès des femmes qui fréquentent les organismes communautaires.

Le contexte dans lequel ce rapport est présenté est marqué, d'abord, par la persistance des politiques d'austérité du gouvernement libéral au Québec qui affectent particulièrement les femmes (L'R des centres de femmes du Québec, 2016; Couturier et Tremblay-Pepin, 2015). La violence de ces politiques économiques sexistes cause de véritables reculs dans la qualité de vie des femmes à travers toute la province. Il ne faut pas voir dans ces politiques l'application des lois économiques inéluctables qu'il fallait suivre absolument. Elles sont plutôt des choix politiques fortement orientés qui renforcent les inégalités existantes et éloignent les possibilités d'intégration des femmes et immigrant.es au marché du travail et à la société québécoise. Comme l'ont fait remarquer les chercheur.es de l'IRIS, si les femmes sont les plus affectées par les mesures d'austérité, ce sont les hommes qui ont majoritairement bénéficié des mesures de relance de l'économie (Couturier et Tremblay-Pepin 2015).

Dans la même lignée, la persistance du sous-financement des organismes a des impacts majeurs sur l'offre de services communautaires. À ce sujet, il importe de souligner la mobilisation soutenue que mènent les organismes communautaires et les centres de femmes pour dénoncer et contrer cette politique. Ceux-ci réclament depuis plusieurs années déjà le rehaussement de leur financement afin d'être en mesure de répondre aux besoins grandissants de la population. En s'attaquant principalement aux services publics et sociaux, les coupures ont des effets sur la qualité de vie des Québécois.es en général et à plus forte raison encore sur les groupes sociaux les plus défavorisés. À l'automne 2016, la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* a été lancée. Elle regroupe plus de 4000 organismes dans l'ensemble du Québec. Le regroupement fait état du manque de ressources humaines et financières qui met en péril le fonctionnement de l'action communautaire autonome et affecte une population aux prises avec la précarisation du marché du travail et les coupures dans les services publics. Ainsi, le sous-financement chronique empêche les organismes de répondre à la demande croissante pour les services communautaires, ce qui entraîne notamment une surcharge de travail pour les employé.es et les bénévoles, l'abandon de certains services et activités et l'obligation de fonctionner avec un budget déficitaire (RIOCM, 2014).

Finalement, il importe de signaler que si les problèmes sont de taille, le potentiel transformateur des femmes l'est aussi. Autant chez les intervenantes que chez les femmes qui fréquentent les organismes communautaires, nous avons rencontré tout au long de cette recherche des femmes qui débordent de force et de créativité. Merci sincèrement de nous avoir permis de connaître votre travail et vos projets.

¹ Nous remercions Sylvie Roy du SARCA, Christine Durocher de Au cœur de l'enfance, Marie-Pier Therrien de La maison des familles, Valérie Lefebvre, intervenante communautaire scolaire, au COSSL, intervenante SIPPE. Une caractéristique du COSSL est le fort lien avec les organismes parapublics, particulièrement en lien avec la prestation des services d'accueil des immigrants.

Le Comité femmes du COSSL² et l'équipe de recherche³ remercient tout particulièrement le Service aux collectivités de l'UQAM, notamment Lyne Kurtzman, agente de développement, ainsi que Marie-Eve Labrecque, ex-agente de liaison au COSSL et Lucile Dubois, conseillère en développement communautaire de l'arrondissement de Saint-Laurent et membre du Comité femmes du COSSL. C'est par leur appui soutenu qu'elles ont rendu cette recherche possible.

Dans ce qui suit, le rapport se divise en deux sections. La première consiste à dresser un portrait socio-économique des femmes de l'arrondissement et la deuxième fait l'évaluation des services offerts aux femmes par les organismes communautaires et propose des lignes d'ajustement afin de maximiser les ressources et de les ajuster davantage aux besoins des femmes laurentiennes.

Avant d'aborder ces sections, nous présentons les principales caractéristiques de l'approche intersectionnelle. Tant dans la formulation du portrait que dans les propositions d'ajustement des services, la recherche a été guidée par une approche féministe intersectionnelle et culturellement sensible (AFIC) qui vise à mettre en lumière la conjugaison des catégories de « race », nationalité, religion, genre/sexe et des inégalités socio-économiques ou de classe, dans la compréhension de la marginalisation des femmes de l'arrondissement.

² Le Comité femmes est composé du Centre Amal pour femmes; du Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI); du Centre d'action bénévole et communautaire Saint-Laurent (Centre ABC); du Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI); du Centre de consultation Auberge Transition; du Centre des femmes de Saint-Laurent; ainsi que du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) - Direction régionale de l'île de Montréal; du SPVM – poste de quartier 7; de l'Arrondissement Saint-Laurent et de Troisième Avenue.

³ L'équipe de recherche de l'UQAM est composée de Leila Celis, directrice du CRIEC et professeure au département de sociologie ; et d'Emmélia Blais-Dowdy, Sarah Paquet, Alexandre Duchesne, étudiant.es de maîtrise de sociologie.

L'approche féministe intersectionnelle et culturellement sensible

Cette recherche et les propositions que nous présentons ici ont été guidées par une démarche intersectionnelle et culturellement sensible. Cette approche féministe a été développée par des femmes et des féministes issues de la diversité. Qu'il s'agisse, par exemple, des femmes autochtones, immigrantes ou afrodescendantes, elles ne trouvent pas ou très peu de place pour s'exprimer dans le féminisme majoritaire. Une des conséquences de cette exclusion est que les préoccupations spécifiques liées à la pluralité des conditions de vie des femmes de la diversité ne sont pas présentes dans les revendications du féminisme majoritaire, voire, que ces différentes revendications entrent parfois en contradiction.

L'intersectionnalité est une approche théorique féministe qui insiste sur l'importance de **PRENDRE EN COMPTE LA DIVERSITÉ DES RÉALITÉS DES FEMMES DANS L'ANALYSE DES OPPRESSIONS**. Les militantes et théoriciennes qui ont contribué à développer l'approche intersectionnelle ont constaté que le féminisme majoritaire a théorisé la domination et l'exploitation des femmes en lien avec le patriarcat et le capitalisme, mais le féminisme majoritaire peine à théoriser les discriminations et l'exploitation en lien avec le système de domination colonial, l'impérialisme, le racisme, entre autres. Plus encore, si la lutte pour l'égalité hommes/femmes est loin d'être terminée, l'inégalité entre les femmes continue encore à être un tabou dans certains milieux féministes. Les catégories de domination de race, classe et de sexe n'affectent pas toutes les femmes de la même façon (Hill Collins 2016).

Le féminisme intersectionnel a démontré aussi que la marginalisation des femmes de la diversité ne résulte pas du fait d'être femmes, noires ou autochtones, mais bien du fait que leur vécu se situe à l'intersection de deux ou plusieurs catégories de discrimination : d'être femmes afrodescendantes, femmes autochtones, femmes immigrantes musulmanes, etc. Ainsi, l'approche féministe intersectionnelle propose de focaliser l'analyse sur les croisements de ces catégories, afin de comprendre les discriminations et les désavantages que vivent les femmes de la diversité (Krane, Oxman-Martinez et Ducey, 2000, p.14), et de les prendre en compte au moment de penser l'intervention féministe.

L'intervention féministe intersectionnelle est culturellement sensible, c'est-à-dire, respectueuse de la capacité des femmes immigrantes de décider de leurs besoins prioritaires et de la culture des communautés immigrantes. Il s'agit d'approches qui favorisent l'estime de soi et l'autonomie, et qui reconnaissent le pouvoir des femmes (Corbeil et Marchand, 2006, p.49-52). De même, l'approche féministe intersectionnelle et culturellement sensible s'engage dans la reconnaissance de la pluralité des identités et des situations que vivent les femmes de diverses origines, dans la valorisation de leur expérience personnelle et permet de prendre en compte les diverses stratégies de résistance et de négociation qu'exercent les femmes au quotidien, dans le respect de la pluralité des réalités vécues par celles-ci.

D'autre part, l'approche intersectionnelle permet de souligner que l'insistance sur la différence culturelle est problématique lorsqu'elle n'est pas mise en relation avec la culture dominante, car elle tend à renforcer cette dernière comme étant l'idéal ou la norme qu'il faut suivre. L'accent mis sur la dimension culturelle de la vie des femmes de la diversité comporte le danger de les percevoir comme victimes passives d'une culture supposée traditionnelle et statique, et d'expliquer l'isolement ou la dépendance financière qu'elles peuvent vivre à partir de ce préjugé. De plus, ce type de perspective tend à essentialiser les différences culturelles entre les groupes de femmes et à nier la pluralité des expériences des femmes issues de la diversité culturelle en renforçant les stéréotypes à leur égard (Krane, Oxman-Martinez, Ducey, 2000, p.9).

Maude Chalvin, du Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel et la violence faite aux femmes (RQCALACS), a produit une boîte à outils (cahiers pour participantes et manuel d'animation) dans le cadre du programme de formation « Une pour toutes et toutes pour ELLES » portant sur l'approche féministe intersectionnelle (Chalvin et RQCALACS, 2016). Ce matériel et la formation qui l'accompagne peuvent s'avérer très utiles dans les démarches qu'entreprendra le Comité femmes du COSSL pour approfondir et consolider l'ouverture de leurs organismes aux femmes issues de diverses origines. Ces matériels seront bientôt disponibles en ligne (<http://rqcalacs.qc.ca/tation.php>) ou en contactant le RQCALACS au 514-529-5252.

SECTION I - PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

Introduction

Ce portrait se décline en trois niveaux complémentaires. Le premier concerne les conditions macrosociales des femmes de l'arrondissement. Le deuxième souligne quelques caractéristiques de la situation démographique des familles pour comprendre les effets de l'austérité gouvernementale sur la prestation des services, principalement en ce qui concerne le service de garderie. Finalement, nous signalons des éléments socio-économiques relatifs au vécu des femmes qui fréquentent les services communautaires, spécifiquement celles qui, par leur situation de faible revenu, s'appuient sur les services de dépannage alimentaire.

Ces différentes sources d'information et niveaux d'analyse sont utilisées comparativement afin de souligner les caractéristiques de l'arrondissement et pour montrer que ces caractéristiques se reflètent parfaitement dans la réalité des femmes de notre enquête.

1.1 Les inégalités sociales dans l'arrondissement

LA SITUATION DES FEMMES DE L'ARRONDISSEMENT, marquée par la précarité économique et la marginalisation sociale, ne peut se comprendre qu'en prenant en compte qu'en plus d'être femmes, un nombre important d'entre elles sont des immigrantes appartenant à une minorité visible. Ces différentes catégories de sexe, d'origine et d'appartenance culturelle et religieuse se conjuguent et façonnent la précarité des femmes, particulièrement celles qui sont immigrantes, d'origine arabe et de religion musulmane. À Saint-Laurent, 53,1% des femmes sont issues de l'immigration, 49,6% appartiennent à des minorités visibles, 28,6% parlent arabe et 16,2% sont de confession musulmane (Statistique Canada, 2011). Comme nous le verrons, il existe des différences sociales importantes entre les habitant.es de l'arrondissement en fonction de ces catégories.

On peut observer une partie de ces différenciations sociales à partir de la différence de revenu. Par exemple, la situation économique des femmes de l'arrondissement est plus précaire que celle des hommes.

Tableau 1 - Le revenu de la population de l'arrondissement Saint-Laurent en 2011

Population totale	93 842
Population totale féminine	48 825
Population totale masculine	45 017
Revenu moyen pour les femmes	26 499 \$
Revenu moyen pour les hommes	35 744 \$
Différence entre le revenu moyen selon le sexe	-25,9%

Source : ENM, Statistiques Canada, 2011.

Ainsi, « les femmes ont un revenu moyen avant impôt de 26 499 \$ qui est de 26 % inférieur à celui des hommes, équivalent à 35 744 \$ » (Arrondissement Saint-Laurent 2013, p.13). Il faut rappeler aussi que la situation de monoparentalité est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes et qu'elle a aussi un impact sur le revenu : à Saint-Laurent, 84,5% des familles monoparentales ont une femme à leur tête (Arrondissement Saint-Laurent, 2013, p.11).

LA POPULATION IMMIGRANTE représente plus de la moitié (52,4%) des habitant.es de l'arrondissement (Arrondissement Saint-Laurent 2013, p.49) et « 81% des citoyens sont soit nés à l'étranger ou ont au moins l'un de leurs parents nés à l'extérieur du Canada » (Arrondissement Saint-Laurent, 2014, p.5). Cet arrondissement comporte le pourcentage d'immigrant.es le plus élevé de la ville de Montréal. 50,4% des habitant.es de l'arrondissement font partie des minorités visibles (42% en 2006). Sur l'ensemble de la population, 11,4% sont d'origine libanaise, 8,4% marocaine et 7,5% chinoise. En 2011, 37,8% de la population de Saint-Laurent parle une langue non officielle à la maison, « l'arabe arrivant au premier rang, suivi du chinois et de l'espagnol » (Arrondissement Saint-Laurent 2013, p.49). Le secteur Couronne Chaméran est particulièrement concerné puisqu'il connaît un « boom » d'immigration depuis une vingtaine d'années. Selon le recensement de 2006 de Statistique Canada, 64% de la population du quartier Couronne Chaméran est immigrante et près de 25% est issu de l'immigration récente, c'est-à-dire arrivé.es au Canada depuis moins de 5 ans.

Il importe de souligner que les quartiers à plus forte concentration de population immigrante sont aussi ceux dont les indices de pauvreté ou de faible revenu sont les plus importants de l'arrondissement. Le pourcentage de population immigrante de Norgate est de 60%, celui de la Couronne Chaméran de 59% et celui de Hodge-Place Benoit de 56,3%. Alors que le revenu médian des Montréalais, en 2011, est de 38 201 \$, le revenu médian des habitant.es de Norgate était de 29 316 \$, celui de Couronne Chaméran de 26 922 \$ et celui de Hodge-Place Benoit de 42 166 \$. Cependant, le pourcentage des personnes vivant sous le seuil de faible revenu est de 36,6% à Norgate; de 43,7% à Couronne Chaméran et de 23,4% à Hodge-Place Benoit (Arrondissement Saint-Laurent 2013, p.13-14).

Tableau 2 - La population de l'arrondissement Saint-Laurent et de Montréal selon le sexe et l'origine

	Arrondissement Saint-Laurent		Ville de Montréal	
	Nombre	%	Nombre	%
Population totale	93842	100%	1 612 640	100%
Population totale immigrante	48260	51,4%	538280	33,4%
Population totale immigrante féminine	25145	52,1%	276005	51,3%
Population totale immigrante masculine	23115	47,9%	262280	48,7%

Source : ENM, Statistiques Canada, 2011.

LES PRÉOCCUPATIONS DES FEMMES que nous avons sondées font écho à la situation de l'arrondissement. En effet, les femmes que nous avons interrogées ont manifesté que leurs principales préoccupations sont, par ordre croissant de priorité : l'éducation des enfants, l'accès à l'emploi et l'atteinte d'un revenu adéquat. Ces enjeux sont clés pour l'intégration sociale et incontournables pour offrir de meilleures conditions de vie aux femmes et à leurs familles.

Tableau 3 - Principales préoccupations des répondantes

	L'éducation des enfants	L'accès à l'emploi	Revenu adéquat
Nombre de répondantes	112/158	91/158	65/158
En %	70,9%	57,6%	41,1%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Or, les défis pour l'éducation des enfants, l'accès à l'emploi et à un revenu adéquat sont plus ardues à la lumière des mesures d'austérité. Les économies que le gouvernement fait dans la prestation de services de garderie, dans le financement des organismes communautaires et dans différents services d'intégration des immigrant.es (réduction dans les cours de francisation et en santé, par exemple) sont payées à un coût très élevé par les habitant.es de Saint-Laurent.

Les coupures dans les Centres de la petite enfance permettront d'illustrer plus concrètement ces impacts.

1.2 Le démantèlement des CPE

La politique gouvernementale à l'égard des services de garde se caractérise à l'heure actuelle par l'anéantissement du principe d'universalité, anéantissement qui se concrétise par la modulation de la tarification sur le revenu, la réduction du nombre de

places dans les Centres de la petite enfance (CPE) et l'encouragement parallèle pour l'augmentation des places en garderie privée. Comme l'ont affirmé et démontré les parents, les éducatrices, les organismes sociaux et les expert.es (Association québécoise des centres de la petite enfance 2017), la persistance des politiques gouvernementales visant à détruire le système des CPE a des conséquences néfastes pour les enfants, pour les femmes et pour la société québécoise dans son ensemble. Le démantèlement de ce service est en train d'opérer un recul sur des acquis sociaux importants. À ce sujet, il convient de rappeler que

En 1997, la politique familiale a permis la création du premier système de services de garde éducatifs subventionnés pour les enfants de 0 à 5 ans. Non seulement cette mesure a-t-elle favorisé le retour de plus de 70 000 femmes sur le marché du travail (Fortin, *et al.*, 2013, p.13), mais aussi a-t-elle permis de sortir plusieurs personnes de la pauvreté, en particulier les familles monoparentales dirigées par une femme, où le taux de faible revenu est passé de 60 % en 1997 à 40 % en 2007 (Statistique Canada, 2007).

Association québécoise des centres de la petite enfance 2017.

Concrètement, dans l'arrondissement, les politiques gouvernementales ont obligé à **REPORTER LE PROJET DE CPE DANS LE QUARTIER HODGE-PLACE BENOIT À 2020**, avec des nouvelles règles de financement dans lesquelles le CPE doit fournir la moitié du financement pour la mise en place de nouvelles installations. Or, avant de mettre en place ces mesures, le gouvernement a vidé les réserves des CPE en diminuant le budget jusqu'à épuiser les surplus. Ainsi, comme le dit Christine Durocher, directrice du Centre de pédiatrie sociale *Au cœur de l'enfance*, « le gouvernement vient de mettre fin complètement au développement du réseau des centres de la petite enfance au Québec ».

1.2.1 L'impact du démantèlement des Centres de la Petite Enfance selon les caractéristiques démographiques des enfants et des familles de l'arrondissement

Compte tenu des caractéristiques démographiques des enfants et des familles de l'arrondissement de Saint-Laurent, les économies que le gouvernement fait sur les services de garderie ont des effets négatifs exponentiels.

En effet, il faut noter que le nombre de familles dans l'arrondissement a augmenté de 29% entre 1991 et 2011, alors qu'à Montréal cette augmentation est de 3,5% pour la même période. Dans la même lignée, à Montréal, le nombre de famille avec enfants à la maison a augmenté de 0,9% entre 2001 et 2011, alors qu'il a augmenté de 26,7% dans l'arrondissement Saint-Laurent.

Tableau 4 - Comparaison de l'évolution du nombre des familles, arrondissement Saint-Laurent et ville de Montréal de 1991-2011

	1991	1996	2001	2006	2011	Variation 2006- 2011 (en %)	Variation 1991-2011 (en %)
Ville de Montréal	396 205	388 820	403 190	410 040	410 035	0,0	3,5
Arr. St-Laurent	19 225	19 730	20 635	22 595	24 805	9,8	29

Source : Portraits démographiques, Profil des familles de la ville de Montréal, 2013, p. 7.

Tableau 5 - Comparaison de la variation du nombre de familles avec enfants à la maison, arrondissement de Saint-Laurent et ville de Montréal de 2001-2011

	2001	2006	2011	Variation 2001- 2011	
				En nombre de familles	Variation en %
Ville de Montréal	253 165	254 260	255 445	2 280	0,9%
Arr. Saint-Laurent	13 580	15 195	17 200	3 620	26,7%

Source : Portraits démographiques, Profil des familles de la ville de Montréal, 2013, p. 11.

Aussi, afin de mesurer l'ampleur des problèmes créés par le démantèlement des CPE, il faut rappeler que l'arrondissement Saint-Laurent compte **LA PLUS IMPORTANTE CONCENTRATION D'ENFANTS DE 4 ANS ET MOINS (7,3 %)**, comparativement à 5,8 % à Montréal (Arrondissement Saint-Laurent, 2013, p. 11).

Notons aussi qu'en 2014, pour l'ensemble du territoire de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, il y a un total de 7 247 places en service de garde disponibles, pour une population de 10 151 enfants de 0 à 4 ans. Parmi celles-ci, 4 557 sont des places subventionnées, et 2 690 sont des places non subventionnées. Ainsi, le taux de places totales disponibles en garderie (nombre de places disponibles divisé par le nombre d'enfants) est de 71,4%.

Si ce taux est comparable avec l'ensemble de l'île de Montréal (qui est de 71,1%), notons toutefois l'augmentation importante du nombre de garderies privées sur le territoire de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent depuis 2008. En effet, en 2008, il y avait 523 places non subventionnées en garderie privée, contre 2 690 places en 2014. Ainsi, la proportion de places disponibles en garderie privée est la plus importante, se situant à 37,1% (contre 24% pour les CPE, 22,5% pour les garderies subventionnées et 16,4% pour les garderies en milieu familial) (CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, 2014).

1.2.2 L'impact du démantèlement des Centres de la Petite Enfance selon la situation socio-économique des femmes de l'arrondissement

Comme a été signalé par les études déjà mentionnées, le désengagement que le gouvernement québécois a pris vis-à-vis du financement et le frein consécutif au développement des Centres de la petite enfance (CPE) affecte directement les femmes. Le fait de devoir assumer individuellement la responsabilité des enfants réduit les chances pour toutes les femmes de développer leur potentiel et, par conséquent, d'améliorer leur situation socio-économique.

Ce que nous avons trouvé dans le cadre de cette recherche est que les conséquences de ces mesures sont davantage discriminantes à l'égard des immigrantes et de celles dont la situation socio-économique est la plus précaire. Voici comment et pourquoi :

(1) Pour une partie importante de femmes et de familles de l'arrondissement, le faible revenu les empêche de payer des services de garderie non subventionnés. Comme vu plus tôt, la réalité économique de la grande majorité des femmes de l'arrondissement est précaire. Le pourcentage des personnes vivant sous le seuil de faible revenu est à Norgate de 36,6%; à Couronne Chameran de 43,7%, et à Hodge-Place Benoit de 23,4% (Arrondissement de Saint-Laurent 2013, p.13-14).

Les femmes qui ne peuvent laisser leurs enfants à la garderie sont obligées de rester avec eux, le plus souvent à la maison. Cela constitue une forte entrave à leur intégration sociale et pour entrer sur le marché du travail.

(2) La situation est doublement défavorable pour les femmes immigrantes n'ont pas de réseau social ou familial pour les aider, et qui, par conséquent, doivent assumer individuellement les conséquences du désengagement social du gouvernement face aux services à la petite enfance.

(3) De plus, elles sont celles qui ont plus de difficulté à trouver un emploi.

Ainsi, le sondage réalisé auprès de 190 femmes qui fréquentent les services des centres communautaires de Saint-Laurent (tableau suivant) permet de voir que les répondantes nées au Canada sont plus nombreuses en proportion à être sur le marché du travail (+10 %). Dans la même logique, on note que les « sans-emploi » sont plus nombreuses chez les femmes nées à l'extérieur du Canada. Si on cumule les proportions des catégories « Sans emploi » et « En recherche d'emploi », on observe que 28,7 % des répondantes nées à l'extérieur du Canada ne font pas partie de la population active, en comparaison avec 20 % des répondantes nées au Canada.

Tableau 6 - Lieu de naissance et occupation principale de la répondante

			Étudiante	Travailleuse	Retraîtée	Au foyer	En recherche d'emploi	Sans emploi	Autre	Total
Né à l'extérieur du Canada	Non	Nombre de répondantes	2	11	9	5	3	4	1	35
			5,7%	31,4%	25,7%	14,3%	8,6%	11,4%	2,9%	100%
	Oui	Nombre de répondantes	18	23	9	23	20	11	4	108
			16,7%	21,3%	8,3%	21,3%	18,5%	10,2%	3,7%	100%
Total	Nombre de répondantes		20	36	18	28	23	15	5	145
			13,8%	24,8%	12,4%	19,3%	15,9%	10,3%	3,4%	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

(4) De surcroît, en vue d'intégrer le marché du travail, les femmes immigrantes doivent faire des démarches très exigeantes, souvent lourdes et longues pour faire reconnaître leurs études et, souvent, suivre des cours en francisation. Parfois, elles doivent retourner aux études afin de trouver un emploi.

1.3 Les participantes aux services communautaires de l'arrondissement de Saint-Laurent

Le troisième volet du portrait socio-économique des femmes de l'arrondissement concerne les utilisatrices des organismes communautaires. Rappelons que notre échantillon n'est pas représentatif de l'arrondissement. Donc, nous ne cherchons pas à mesurer des corrélations entre notre échantillon et la réalité de l'arrondissement. Le but de ces mesures est de saisir les caractéristiques des femmes les plus vulnérabilisées pour ajuster les services en fonction de leurs besoins. Cependant, les corrélations que l'on observe, par exemple, les liens entre revenu et lieu de naissance, ou autres liens similaires comme la marginalisation de ces femmes dans le marché du travail, correspondent tout à fait aux tendances observées sur l'ensemble de la population de Montréal et du Québec.

Dans cette section, nous présenterons les résultats d'analyse de notre échantillon portant sur le niveau de scolarité, la reconnaissance des diplômes et le revenu en tant qu'indicateurs de la qualité de vie des femmes et de leurs familles. Le constat général qui s'en dégage est que, bien que les femmes sondées, principalement originaires du Proche-Orient et du Maghreb, aient un niveau de scolarité plus élevé que celui de la moyenne montréalaise, elles ont en majorité un revenu familial se situant sous le seuil de pauvreté.

1.3.1 Formation en intégration professionnelle. Les obstacles et les défis pour les immigrantes

L'accès à l'emploi est l'une des façons les plus directes et rapides d'améliorer les revenus pour les groupes les plus défavorisés.

Ainsi, dans notre échantillon, à l'exception des femmes ayant accès au marché du travail, la majorité des catégories d'occupation se situe dans des catégories de faible revenu (moins de 14 999\$ par année). On constate donc que pour obtenir un revenu plus élevé, l'accès au travail est d'une importance critique, puisque la majorité des femmes travailleuses se situe dans une catégorie de revenu de plus de 15 000\$ par année.

Car l'accès à un emploi est une forme directe d'améliorer les revenus de la famille, l'une des priorités pour les femmes immigrantes est d'intégrer le marché du travail. L'importance de cette préoccupation a été soulignée par les intervenantes des services publics et parapublics, a été confirmée par le sondage passé aux femmes fréquentant les services communautaires (tableau 8) et va dans le sens des conclusions de différentes études sur le sujet (Chicha, 2009; Godin, 2004, Hum et Simpson, 2003).

Tableau 7– Le revenu du ménage selon l’occupation des répondantes

			Étudiante	Travailleuse	Retraitée	Au foyer	En recherche d'emploi	Sans emploi	Autre	Total
Revenu annuel du ménage	Moins de 14 999\$	Nombre de répondantes	10	9	8	18	12	12	2	71
		%	14,1%	12,7%	11,3%	25,4%	16,9%	16,9%	2,8%	100%
	15 000 à 29 000\$	Nombre de répondantes	6	10	3	7	7	1	1	35
		%	17,1%	28,6%	8,6%	20%	20%	2,9%	2,9%	100%
	30 000 à 44 999\$	Nombre de répondantes	0	4	1	0	0	0	2	7
		%	0%	57,1%	14,3%	0%	0%	0%	28,6%	100%
	45 000 à 49 999\$	Nombre de répondantes	1	5	1	1	0	0	0	8
		%	12,5%	62,5%	12,5%	12,5%	0%	0%	0%	100%
	50 000 à 64 999\$	Nombre de répondantes	0	2	2	2	1	0	0	7
		%	0%	28,6%	28,6%	28,6%	14,3%	0%	0%	100%
	65 000 à 79 999\$	Nombre de répondantes	0	0	0	0	1	0	0	1
		%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	100%
	80 000\$ et plus	Nombre de répondantes	1	6	0	1	0	0	0	8
		%	12,5%	75,0%	0%	12,5%	0%	0%	0%	100%
	Total	Nombre de répondantes	18	36	15	29	21	13	5	137
		%	13,1%	26,3%	10,9%	21,2%	15,3%	9,5%	3,6%	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l’arrondissement de Saint-Laurent.

Nous avons demandé aux femmes immigrantes d'identifier les principaux besoins qui les concernent et la forte majorité d'entre elles ont exprimé deux besoins particuliers : le logement et l'emploi. En effet, en excluant les femmes n'ayant pas répondu à la question (dont les femmes nées au Canada), 59,6% des répondantes ont identifié un logement et 67,6% d'entre elles d'obtenir un emploi.

Tableau 8 - Les deux principaux besoins des répondantes immigrantes

	Besoin de logement	Besoin de trouver un emploi
Nombre de répondantes	81/136	92/136
En %	59,6%	67,6%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

1.3.1.1 La déqualification : la non-correspondance entre le niveau de scolarité et le revenu

L'expectative d'améliorer les revenus en trouvant un emploi peut être d'autant plus importante si le groupe à faible revenu détient un niveau de scolarité important, car il s'attend à ce que cela soit reconnu sur le marché du travail. Or, les immigrantes de l'arrondissement ont un niveau de scolarité plus élevé que celui de la moyenne montréalaise.

Les communautés immigrantes se heurtent toutefois à un obstacle de taille : LA DÉQUALIFICATION. Cela signifie qu'une personne occupe un emploi qui requiert des qualifications inférieures à celles qu'elle détient. La déqualification diminue les opportunités d'emploi qualifié et la possibilité de mobilité sociale des femmes immigrantes, qui risquent alors d'occuper de manière durable un emploi précaire et faiblement rémunéré.

On peut voir la déqualification en observant le rapport entre le niveau de scolarité atteint et les revenus obtenus. Comme le démontre l'analyse de notre échantillon (tableau 9), 43% des femmes sondées détiennent un diplôme universitaire (dont 15% ont obtenu un diplôme d'études universitaires avancées), mais elles ont, pour la plupart, un revenu de moins de 30 000\$ par année. On constate aussi que l'augmentation du grade universitaire n'entraîne qu'une faible augmentation de revenu. Ceci démontre que pour les femmes interrogées, l'accroissement du revenu n'est pas nécessairement lié au niveau de scolarité. Il faut rappeler que 68,4% de ces femmes sont immigrantes.

Tableau 9 – Relation entre le niveau de scolarité complété et les revenus du ménage chez les répondantes

		Primaire	Secondaire DES, DEP	Cégep	AEC métier	Baccalauréat	Études supérieures	Total
Moins de 14 999\$	Nombre de répondantes	2	27	12	3	22	12	78
	%	3%	35%	15%	4%	28%	15%	100%
15 000 à 29 000\$	Nombre de répondantes	2	13	3	2	12	4	36
	%	6%	36%	8%	6%	33%	11%	100%
30 000 à 44 999\$	Nombre de répondantes	0	1	3	1	0	2	7
	%	0%	14%	43%	14%	0%	29%	100%
45 000 à 49 999\$	Nombre répondantes	0	0	4	1	2	1	8
	%	0%	0%	50%	13%	25%	13%	100%
50 000 à 64 999\$	Nombre de répondantes	0	0	0		5	2	7
	%	0%	0%	0%	0%	71%	29%	100%
65 000 à 79 999\$	Nombre de répondantes	0	0	0	0	2	0	2
	%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	100%
80 000\$ et plus	Nombre de répondantes	0	0	2	0	4	1	7
	%	0%	0%	29%	0%	57%	14%	100%
Total		4	41	24	7	47	22	145
		3%	28%	17%	5%	32%	15%	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

1.3.1.2 Les immigrantes qualifiées retournent aux études en quête d'un diplôme local

La déqualification, comme nous l'avons mentionné, empêche une personne ou un ménage d'obtenir le niveau de revenu qui correspond réellement à ses qualifications. Elle résulte de différentes situations, parmi lesquelles la discrimination sur le marché du travail et la non-reconnaissance des diplômes et des connaissances acquises à l'étranger.

À ce sujet, le vécu des femmes sondées dans le cadre de cette recherche est frappant. On observe que, pour plus du quart de notre échantillon, le diplôme n'a pas été reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec. Il est à noter que les femmes détenant une formation d'études universitaires supérieures ont le taux de non-reconnaissance le plus élevé.

Tableau 10 - Croisement entre le dernier niveau de scolarité complété et la reconnaissance du diplôme

		Diplôme reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec				Total « niveau de scolarité »
		Non	Oui	Je ne sais pas	Ne s'applique pas	
Primaire	Nombre de répondantes	0	1	1	0	2
	%	0%	50%	50%	0%	100%
Secondaire DES, DEP	Nombre de répondantes	6	10	10	1	27
	En %	22,2%	37%	37%	3,7%	100%
Cégep	Nombre de répondantes	5	7	5	0	17
	%	29,4%	41,2%	29,4%	0%	100%
École des métiers/AEC	Nombre de répondantes	1	5	1	0	7
	%	14,3%	71,4%	14,3%	0%	100%
Universitaire baccalauréat	Nombre de répondantes	7	20	12	1	40
	%	17,5%	50%	30%	2,5%	100%
Universitaire cycles supérieures	Nombre de répondantes	8	6	3	0	17
	%	47,1%	35,3%	17,6%	0%	100%
Total diplômes reconnus		27	49	32	2	110
%		24,5%	44,5%	29,1%	1,8%	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent. Ce tableau inclut exclusivement les répondantes issues de l'immigration. Ce tableau inclut exclusivement les répondantes issues de l'immigration.

Le nombre d'immigrant.es qui poursuit des études dans le pays d'accueil est très important. Il est logique de penser que c'est en raison de la non-reconnaissance de leurs diplômes obtenus à l'étranger. Néanmoins, même lorsque ceux-ci sont reconnus, de nombreuses personnes immigrantes retournent aux études en vue d'obtenir un diplôme local. Il s'agit là d'un phénomène répandu pour les immigrant.es de différents pays. Le cheminement suivi par les femmes qui ont répondu à notre sondage confirme cette tendance. Un peu plus de la moitié des femmes (54,1 %) qui ont recommencé leur formation avaient obtenu une reconnaissance de leur diplôme. Parmi ces femmes, près de 20 % n'avaient pas obtenu une telle reconnaissance, ce qui suggère que ce n'est pas la non-reconnaissance en tant que telle qui amène les femmes à vouloir refaire un diplôme ici; les barrières à l'intégration du marché de travail allant au-delà de la reconnaissance des diplômes.

Par contre, comme l'a souligné Chicha (2009), cette démarche ne produit pas nécessairement les résultats attendus. L'obtention d'un diplôme canadien réduit les écarts de revenu, mais ne les élimine pas. De plus, « ces écarts sont plus importants dans les domaines d'études plus rémunérateurs comme le génie ou l'administration des affaires. [Les auteurs] constatent également que, pour un même domaine d'études, ce sont les immigrées membres de minorités visibles qui subissent les écarts les plus importants par rapport au groupe de référence » (p. 41).

Tableau 11 - La reconnaissance du diplôme et le recommencement de la formation

			Diplôme reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec				Total
			Non	Oui	Je ne sais pas	Ne s'applique pas	
Avez-vous eu à recommencer votre formation?	Non	Nombre de répondantes	17	13	15	0	45
		%	37,8%	28,9%	33,3%	0%	100%
	Oui	Nombre de répondantes	12	33	14	2	61
		%	19,7%	54,1%	23,0%	3,3%	100%
	Ne s'applique pas	Nombre de répondantes	0	2	3	0	5
		%	0%	40%	60%	0%	100%
Total	Nombre de répondantes	29	48	32	2	111	
	%	26,1%	43,2%	28,8%	1,8%	100%	

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

1.3.2 Intersectionnalité des catégories de domination

On observe dans le contexte de cette étude que certains facteurs comme le lieu de naissance à l'étranger et la langue maternelle précarisent davantage certaines femmes de l'arrondissement. Pour l'illustrer, prenons comme variable indépendante le revenu de moins de 30 000\$ par année pour les ménages des femmes de notre échantillon :

- 1) 78,1% des femmes sondées ont un revenu de moins de 30 000\$ par année
- 2) Le pourcentage augmente à 81,1% lorsqu'on observe les femmes nées à l'extérieur du Canada
- 3) Le pourcentage augmente à 89,5% pour les femmes nées à l'extérieur du Canada et parlant l'arabe
- 4) Malgré le fait que les répondantes de notre échantillon sont souvent plus scolarisées que la moyenne québécoise, leur revenu se loge dans les catégories les plus faibles
- 5) L'impact de faible revenu est d'autant plus important si l'on tient compte du fait que les logements où le nombre d'habitants est le plus élevé se situent dans les catégories de revenus les plus faibles (entre 2 et 6 habitant.es).

Tableau 12 - Effet de la naissance hors Canada et de l'origine arabe sur le revenu, le diplôme et la taille des ménages dans notre échantillon

	Pourcentage des femmes dont le revenu est inférieur à 30 000\$ par année	Pourcentage des femmes ayant un diplôme universitaire	Moyenne du nombre d'habitant.es par ménage
Total de répondantes	118	75	3,4
En %	78,1%	47,7%	
Nées à l'extérieur du Canada	90	63	3,6
En %	81,1%	52,5%	
Arabophones nées à l'extérieur du Canada	34	23	4
En %	89,5%	57,5%	

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Dans la même lignée d'analyse, on remarque que plusieurs répondantes provenant des pays du Proche-Orient (Liban, Syrie), ainsi que du Maghreb (Algérie, Maroc) se classent dans les catégories de revenus les moins élevées et que les répondantes provenant du Cameroun, en Afrique, se situent dans la catégorie des revenus des ménages sous la barre des 15 000 \$. Bref, les femmes originaires de pays majoritairement arabophones sont fortement défavorisées au niveau du revenu du ménage.

Tableau 13 - Croisement entre certains pays d'origine et le revenu du ménage⁴

			Algérie	Cameroun	Liban	Maroc	Syrie
Revenu du ménage des répondantes de notre échantillon en fonction de leur pays d'origine	Moins de 14 999\$	Nombre de répondantes	10	6	11	8	4
		%	12,3%	7,4%	13,6%	9,9%	4,9%
	15 000 à 29 000\$	Nombre de répondantes	0	3	1	4	0
		%	0%	8,1%	2,7%	10,8%	0%
	30 000 à 44 000\$	Nombre de répondantes	0	0	0	0	0
		%	0%	0%	0%	0%	0%
	45 000 à 49 000\$	Nombre de répondantes	1	0	0	0	0
		%	12,5%	0%	0%	0%	0%
	50 000 à 64 000\$	Nombre de répondantes	1	0	0	0	0
		%	12,5%	0%	0%	0%	0%
	65 000 à 79 000\$	Nombre de répondantes	0	0	0	0	0
		%	0%	0%	0%	0%	0%
	80 000 \$ et plus	Nombre de répondantes	0	0	0	0	0
		%	0%	0%	0%	0%	0%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

⁴ Pour consulter l'intégral de ce tableau, voir en annexe.

Tableau 14 - Nombre d'habitant.es total dans le logement en fonction du revenu des ménages

Croisement entre le nombre d'habitant.es dans un logement et du revenu des ménages des répondantes de notre échantillon											
Nombre de personnes habitant dans le logement		1	2	3	4	5	6	7	11	Total	
Revenu total du ménage	Moins de 14 999\$	Nombre de répondantes	2	7	16	16	11	4	3	0	59
		%	3,4%	11,9%	27,1%	27,1%	18,6%	6,8%	5,1%	0%	100%
	15 000 à 29 000\$	Nombre de répondantes	3	3	6	9	3	3	3	1	31
		%	9,7%	9,7%	19,4%	29%	9,7%	9,7%	9,7%	3,2%	100%
	30 000 à 44 999\$	Nombre de répondantes	0	1	1	1	2	0	0	0	5
		%	0%	20%	20%	20%	40%	0%	0%	0%	100%
	45 000 à 49 999\$	Nombre de répondantes	1	1	2	0	2	1	0	0	7
		%	14,3%	14,3%	28,6%	0%	28,6%	14,3%	0%	0%	100%
	50 000 à 64 999\$	Nombre de répondantes	0	1	1	2	0	0	0	0	4
		%	0%	25%	25%	50%	0%	0%	0%	0%	100%
	80 000\$ et plus	Nombre de répondantes	0	0	3	4	0	0	0	0	7
		%	0%	0%	42,9%	57,1%	0%	0%	0%	0%	100%
	Total	Nombre de répondantes	6	13	29	32	18	8	6	1	113
		%	5,3%	11,5%	25,7%	28,3%	15,9%	7,1%	5,3%	0,9%	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Environ 80% des ménages ayant un revenu inférieur à 15 000\$ par année ont un nombre total d'habitant.es se situant entre 2 et 5 personnes. En comparaison avec les autres catégories de revenu, on s'aperçoit que les personnes les moins fortunées logent dans les foyers les plus peuplés (4 habitant.es et plus). La majorité du temps, lorsque le revenu des ménages est au-dessus de 30 000\$ par année, il n'y a pas plus de 2 habitant.es par foyer.

Le tableau détaille les seuils de faible revenu en fonction de la taille de l'unité familiale. Nous avons teinté en gris les cases correspondant aux répondantes de l'échantillon se situant sous le seuil de faible revenu. En effet, 78 répondantes ont un revenu se situant sous le seuil de pauvreté, ce qui représente 69% des femmes ayant répondu à la question, soit 113 participantes.

SECTION II – ÉVALUATION ET PROPOSITIONS D’AJUSTEMENT DES SERVICES EXISTANTS

Introduction

Il y a une grande diversité de services offerts aux femmes par les organismes sociaux dans l’arrondissement Saint-Laurent. À ce sujet, on distingue d’abord les six organismes⁵ qui ont une mission spécifiquement en lien avec les droits et les intérêts des femmes et qui offrent un éventail d’activités à la fois collectives et individuelles : ateliers de développement personnel et professionnel, activités physiques, sociales et éducatives, vie associative, accompagnement, écoute et relation d’aide⁶. Ainsi, ces organismes offrent un espace collectif permettant aux femmes de tisser des liens entre elles, tout comme ils sont en mesure de répondre à des besoins individuels plus particuliers.

Trois organismes travaillent directement avec des femmes immigrantes, soit le Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI), le Centre des femmes de Saint-Laurent et le CARI St-Laurent avec son programme Femmes du monde. D’autres organismes n’ont pas de mandat de travail directement en lien avec les personnes immigrantes, mais rejoignent néanmoins fortement cette clientèle, comme Au cœur de l’enfance, où 90% et plus des familles qui fréquentent le Centre de pédiatrie sociale sont des familles immigrantes.

Ensuite, il y a d’autres organismes et espaces communautaires qui ont une approche universelle et donc n’offrent pas de services spécifiques pour les femmes, mais qui retrouvent dans leur clientèle une proportion importante de femmes. C’est le cas, par exemple, à la Maison des familles, à la Corporation culturelle latino-américaine de l’amitié (COCLA), et au Chalet du parc Painter.

L’évaluation que nous présentons ici tient compte des formulaires que neuf organismes nous ont retournés et de cinq *focus groups* dont la tenue a été possible grâce à la mobilisation faite par Marie-Eve Labrecque et les coordonnatrices et personnes ressources de cinq organismes. Nous remercions fortement l’agente de liaison du Chalet du parc Painter, le Centre des femmes de Saint-Laurent, le programme Femmes du Monde du CARI St-Laurent, le Centre d’encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI) et la Corporation culturelle latino-américaine de l’amitié (COCLA).

⁵ On compte notamment le Centre des femmes de Saint-Laurent, le programme Femmes du Monde du Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI), le Centre Amal pour femmes, le Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI), le Centre de consultation Auberge Transition, et le Cercle de fermières Saint-Laurent.

⁶ Ces activités et services incluent, par exemple, des ateliers de cuisine, des cours de yoga, de langues, accès à la banque alimentaire, sorties récréatives.

Cette partie du rapport de recherche se divise en deux sections. Dans la première, nous présentons l'évaluation générale en faisant ressortir d'abord, les points positifs, et ensuite les points qui représentent des défis importants. La deuxième section présente des propositions en ce qui concerne les stratégies d'ajustement des services à la lumière de ce que nous avons corroboré dans le portrait des femmes (section I, *supra*) de l'arrondissement et dans l'évaluation des services. Ces propositions posent, d'un côté, les éléments qui pourraient être ajustés à l'interne par les organismes et entre les organismes. D'un autre côté, nous formulons des propositions d'ajustement des services qui ne sauraient pas avoir lieu sans un accroissement soutenu du financement public.

2.1 Points forts

2.1.1 Les services offerts sont un espace de socialisation

Tous les organismes offrent des activités collectives et des espaces d'échange qui permettent aux femmes de rompre l'isolement en rencontrant d'autres femmes avec qui prendre part non seulement à une activité, mais aussi avec qui elles peuvent parler et partager leurs inquiétudes et expériences. Sur ce point convergent fortement les besoins des femmes et les services offerts par les organismes communautaires et les services parapublics.

L'isolement est une difficulté à laquelle sont confrontées un nombre important de femmes, principalement les immigrantes. Il s'agit d'une réalité qui peut être difficilement vécue et qui peut même engendrer des problèmes de santé comme l'anxiété et la dépression. L'importance de l'isolement sur la qualité de vie des femmes est double, car non seulement il résulte du manque d'intégration sociale, mais il l'empêche aussi. Ainsi, les femmes qui n'ont pas de réseau auront plus de difficulté à trouver un emploi, une garderie, etc.

L'isolement peut être en lien avec la perte du réseau social d'origine, les difficultés d'accès au marché du travail ou encore par le temps nécessaire pour apprendre le français ou l'anglais. Si pour toutes les familles le fait d'avoir des enfants limite les possibilités de sortir, de socialiser et de créer des liens en dehors du cercle familial, cette situation peut être accentuée lorsque les familles disposent de peu de ressources économiques, et plus encore lorsqu'il s'agit de familles immigrantes qui ont perdu leur réseau social d'origine et dont la famille est hors du pays.

Les activités collectives offertes par les organismes communautaires répondent donc autant à des besoins de socialisation qu'à des besoins matériels des femmes et de leurs familles. Ces échanges sont des moments de partage d'information qui outillent les femmes dans la recherche de ressources, les pratiques et la culture entourant l'accessibilité aux services, à l'emploi, etc. En même temps, ce partage d'information permet aux femmes qui fournissent l'information de se sentir valorisées dans leurs connaissances et expériences.

Les lieux d'interaction (organismes communautaires, bibliothèques publiques, etc.) jouent aussi un rôle important pour la création d'un nouveau réseau social, permettant de soutenir la famille immigrante dans son processus de familiarisation avec la société québécoise.

À noter que parmi les activités offertes par les organismes communautaires, celles qui proposent des moments plus informels, c'est-à-dire qui ont une flexibilité dans la structure et qui permettent les échanges entre les participantes, sont les plus appréciées par les femmes. De la même manière, les activités qui ont un objectif très pragmatique, comme l'artisanat, le crochet ou la couture suscitent grandement leur intérêt. Les activités étant centrées plus sur l'action que sur la réflexion ou l'introspection sont nommées par les femmes qui fréquentent les organismes comme des activités qu'elles voudraient continuer à réaliser.

2.1.2 Proximité des services

La proximité entre le lieu d'habitation et les lieux où les services sont offerts est un facteur qui facilite la fréquentation des centres communautaires par les femmes. La plupart des organismes de Saint-Laurent sont situés à proximité des stations de métro Côte-Vertu et Du Collège, vers lesquelles convergent plusieurs lignes d'autobus. Toutefois, la situation des habitantes du quartier Couronne Chaméran est particulière et les besoins en termes de proximité des services sont criants pour les habitant.es de ce quartier.

2.1.3 Services favorisant l'intégration sur le marché du travail

Les services favorisant l'aide à l'emploi sont de première importance pour l'intégration des femmes immigrantes sur le marché du travail.

Étant en moyenne plus diplômées que la population non immigrante, les personnes issues de l'immigration ont des expériences de travail et des compétences qui sont faiblement reconnues à Montréal. Par exemple, 49% des immigrantes récentes détiennent un certificat ou un diplôme de niveau baccalauréat ou de niveau supérieur, comparativement à 23% des femmes nées au Canada (Statistique Canada, 2011).

Savoir comment valoriser ces compétences est un besoin essentiel, à la fois pour pouvoir intégrer le marché du travail et pour le développement d'un sentiment de valorisation sociale. De plus, le parcours jalonné d'obstacles que sont la reconnaissance des diplômes et la recherche d'emploi a un impact plus marqué sur les femmes immigrantes, puisque dans ces démarches, la priorité sera fréquemment donnée au conjoint masculin⁷ (Chicha, 2012).

⁷ Il faut remarquer que les raisons menant à ce choix de couple ne sont pas seulement en lien avec une culture machiste et patriarcale qui fait en sorte que les femmes devraient rester à la maison. Il s'agit souvent d'un choix économique, les professions typiquement masculines étant mieux payées que celles typiquement féminines. Voir à ce sujet Boyd, Monica et Jessica Yiu (2009), « Immigrant Women and Earnings

En plus des services offerts par les organismes publics comme le Centre local d'emploi, on recense trois organismes communautaires offrant ce type de service : le Carrefour jeunesse emploi de Saint-Laurent, le Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI Saint-Laurent) et le Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI), les deux derniers s'adressant spécifiquement aux personnes issues de l'immigration. Le Centre communautaire Bon Courage de Place Benoit possède également un programme jeunesse visant le développement de compétences en employabilité.

Les nombreux ateliers et formations sur la recherche d'emploi sont appréciés par les immigrantes et répondent directement aux besoins les plus importants.

Dans le même ordre d'idées, la spécialisation dans l'offre de services pour un type de population ciblée, comme le font le CEJFI et le programme Femmes du monde du CARI St-Laurent, qui offrent des services spécifiques aux femmes immigrantes et réfugiées, est un atout important. Cela permet de mieux desservir les besoins spécifiques de cette population en tenant compte de leur réalité de nouvelles arrivantes, de leur culture, de leur langue, etc., et des défis à relever (se familiariser avec la culture et les habitudes au Québec, suivre une formation, se préparer pour le marché du travail ou pour mettre à jour leurs connaissances professionnelles). Néanmoins, la spécialisation, dans le contexte du manque de ressources financières et de personnel, empêche les activités de jumelage qui pourraient faciliter le rapprochement interculturel. Une meilleure concertation entre les différents organismes permettrait de favoriser la complémentarité des services.

2.2 Défis/problèmes :

2.2.1 Faire connaître les services existants

Il est apparu, au long de cette recherche, que l'existence et le mandat des organismes qui offrent des services aux femmes sont peu connus des habitant.es de l'arrondissement. La stratégie déployée par les organismes communautaires pour se faire connaître est composée de trois volets.

Premièrement, la prestation de services dans l'arrondissement est organisée par ce que plusieurs intervenantes ont appelé « différentes lignes de services ». Dans les services de première ligne se trouvent les organismes communautaires, principalement ceux en lien avec l'immigration. C'est eux qui vont, par exemple, chercher les nouveaux arrivants à l'aéroport et vont leur donner les premières références en ce qui concerne les services existants. Il faut remarquer aussi que *l'Agente de milieu en petite enfance*⁸ est aussi une personne-ressource dont le travail se situe dans cette première ligne dans la prestation de

Inequality in Canada », *Racialized migrant women in Canada : essays on health, violence and equity*, sous la dir. de Agnew Vijay, University of Toronto Press, p.221.

⁸ L'agente de milieu en petite enfance du Centre de pédiatrie sociale va à la rencontre des familles directement dans leur milieu, dans les parcs, les centres d'achats, les fêtes de quartier.

services, et qui permet d'aller chercher les femmes directement dans leur milieu pour leur faire connaître les services existants et les aider à cibler les organismes qu'elles pourraient fréquenter en fonction de leurs besoins.

Deuxièmement, outre ce contact direct sur le terrain, tous les organismes communautaires diffusent l'information des services qu'ils offrent à travers diverses initiatives. Notamment, ils ont tous des documents de présentation (mission, équipe, coordonnées, activités et parfois les horaires) qui sont souvent distribués à travers le CLSC, le COSSL et parfois à travers les cégeps ou l'affichage public. Certains organismes ont fait, à l'occasion, des publications de présentation dans des journaux du quartier pour se faire connaître, ce qui a donné de très bons résultats. Cette information est mise à la disposition de la population dans certains lieux (parcs, bibliothèques, immeubles à logements) ou encore lors d'autres activités (cours de francisation, activités parents-enfants, etc.).

Le troisième volet déployé pour faire connaître à la population l'existence des organismes et des services offerts est la référence entre les organismes. À ce sujet, il faut noter, d'une part, que la référence fonctionne en général assez bien entre les organismes parapublics et les organismes communautaires, compte tenu de la complémentarité de leurs missions. Cela dit, il faut reconnaître qu'il y a peu de suivi après la référence, de sorte qu'on ne sait pas si les femmes suivent ou non les suggestions de référence qui leur sont faites, pourquoi ou quel est le niveau de satisfaction vis-à-vis des services obtenus. D'autre part, il faut noter que la référence entre les organismes communautaires est une pratique moins courante. Pourtant, une plus grande coordination entre organismes communautaires permettrait de mettre en valeur les forces des uns et des autres, et ainsi diversifier les services reçus par les femmes. Dans tous les cas, la référence entre organismes est un mécanisme informel.

Il faut noter, d'autre part, que certain.es intervenant.es des organismes parapublics et des organismes communautaires qui ne se spécialisent pas dans l'intervention auprès des femmes ont une idée vague de ce qu'est un organisme de femmes. On a tendance à associer les centres de femmes avec l'idée que ce sont des féministes qui ont des problèmes avec les hommes, ou de les percevoir comme des lieux exclusivement pour les femmes battues. Cette méconnaissance de ce qu'est un organisme de femmes et de la portée de leur mandat constitue un frein à la possibilité de référence.

La méconnaissance des services offerts et le peu de référence entre les organismes communautaires peuvent se mesurer à la lumière des résultats de notre étude. Nous avons dressé la liste d'organismes et nous avons demandé aux femmes de dire si elles les connaissent ou non. Il y a trois organismes qui ressortent comme étant davantage plus connus dans nos résultats, soit le CLSC, le YMCA et le CARI St-Laurent. Pour ce qui est du reste, la forte majorité des répondantes ne semblaient pas connaître l'existence de ces organisations, ce qui fait en sorte qu'elles n'utilisent pas leurs services.

Tableau 15- La connaissance des participantes des organismes de l'arrondissement Saint-Laurent

Organismes	Nombre de répondantes (sur 180)	%
ACEF	8	4%
Auberge de transition	14	8%
CARI	95	53%
Aînés Saint-Laurent	26	15%
Carrefour Jeunesse-Emploi	39	22%
Centre ABC	45	25%
AMAL	20	11%
Bon Courage	30	17%
CEJFI	31	17%
Centre des femmes de Saint-Laurent	41	23%
Pédiatrie	21	12%
APSM	11	6%
Emploi-Québec	70	39%
Cercle des fermières	16	9%
CLSC	108	60%
Comité logement	30	17%
COCLA	25	14%
Maison de l'enfance	34	19%
Relais laurentien - Épicerie solidaire	33	18%
Maison familiale	16	9%
SIQ	18	10%
Vert-Cité	14	8%
YMCA	84	47%
Oasis	41	23%
Musée des artisans	27	15%
STMONET	13	7%
3E avenue	9	5%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent. Seulement 180 femmes ont répondu à cette question.

2.2.2 Horaires d'attention au public

Les organismes qui ont un mandat femmes n'offrent généralement pas de services les soirs, et rarement la fin de semaine. Ceci fait en sorte que les femmes qui fréquentent les organismes sont très majoritairement des femmes qui se trouvent sur le chômage, l'aide sociale ou qui sont mères au foyer. Donc, les femmes qui sont sur le marché du

travail, si précaire que soit l'emploi, ne peuvent pas bénéficier de l'offre des services communautaires.

Des plages horaires plus étendues pourraient permettre aux femmes qui sont en situation de précarité sur le marché du travail d'accéder aux services directement conçus pour les aider.

La situation est différente en ce qui concerne la prestation de certains services du secteur public et parapublic qui comptent eux avec du personnel employé en de semaine et qui peuvent par conséquent offrir des activités en santé (CLSC) ou en éducation (alphabétisation des parents, etc.).

2.2.3 L'inaccessibilité aux services de garderie : un frein à l'accessibilité aux services communautaires

Étant donné que le service de garde est de moins en moins accessible, les organismes communautaires doivent assumer de plus en plus un service de halte-garderie afin que les mères puissent participer aux services et aux activités offerts.

Il est clair que les mères cherchent des activités, comme il est clair que leur choix se réduit aux activités pour lesquelles elles peuvent bénéficier d'un service de halte-garderie. Cet élément de réflexion a été mentionné de manière récurrente par les usagères des services qui ont participé aux *focus groups*, autant que dans les appréciations faites par les organismes dans le « questionnaire à l'attention des groupes communautaires du COSSL ».

Ainsi, les organismes communautaires doivent prendre en charge la responsabilité délaissée par le secteur public dans la prestation de services de garde et venir en aide aux femmes et à leurs enfants. Cela constitue une surcharge dans les budgets et les infrastructures déjà précarisées du secteur communautaire.

Cinq organismes offrent un service de halte-garderie dans leurs locaux : l'Auberge Transition, le Centre des femmes de Saint-Laurent, le CARI St-Laurent, la Maison des familles de Saint-Laurent et le Centre communautaire Bon courage de Place Benoit. Ce service est très apprécié des femmes. Malgré tous les efforts faits déjà dans ce sens, les besoins sont persistants.

2.3 Stratégies pour rejoindre les femmes laurentiennes et répondre à leurs besoins

2.3.1 Renforcer une approche intersectionnelle et l'ouverture interculturelle

53,1% des femmes de l'arrondissement sont des immigrantes et de ce total, 49,6% sont issues des minorités visibles et 28,6% parlent l'arabe (Statistique Canada, 2011). Pour plusieurs d'entre elles, la famille est un lieu de protection. Dans ce contexte, les

oppressions que subissent les femmes ne sont pas seulement des oppressions de sexe et de genre, voire pour certaines femmes les principales oppressions peuvent être le racisme, l'islamophobie et l'incompréhension culturelle, par exemple.

En effet, la diversité des formes d'oppression fait en sorte que, par exemple, une femme issue d'une minorité visible peut être agressée physiquement ou verbalement dans la rue ou dans les transports publics. Ce type d'agressions est moins susceptible de se manifester lorsqu'une personne est accompagnée. Or, le fait que des femmes de nationalité et culture autres que québécoise ou canadienne soient parfois accompagnées de leurs maris aux activités offertes par les organismes peut être une source de sécurité pour ces femmes. D'autre part, certaines femmes issues de la diversité et de la pluralité culturelle ne pourront jamais se rendre à des activités hors de chez elles si elles ne sont pas accompagnées de leur mari.

Donc, afin de leur permettre de participer aux activités, il faudrait que les organismes prévoient des activités mixtes ou des espaces/activités pour que les hommes puissent rester sur place (jeux de cartes, espace pour lire les journaux, etc.) pendant que les femmes prennent part aux activités. Il faut savoir que sans des adaptations de ce type, il y a un certain nombre de femmes qui ne pourront pas bénéficier des services et des activités offerts, et cela, même si elles connaissent l'existence de ces services et qu'ils leur apparaissent comme nécessaires.

L'approche féministe et l'analyse des services à partir d'une analyse différentielle selon les sexes et le genre ont aidé à définir les particularités et les besoins spécifiques des femmes et donc à adapter l'offre du milieu communautaire. Or, les questionnements des femmes issues de la diversité ont continué à enrichir le féminisme et à rendre compte des oppressions qui existent entre femmes et non pas seulement vis-à-vis du système patriarcal. Ces oppressions résultent de situations complexes qu'il est impératif d'aborder afin de construire des rapports d'égalité hommes-femmes et femmes-femmes.

L'approche féministe intersectionnelle et culturellement sensible (AFIC) est d'autant plus importante si l'on tient compte de la réalité des femmes de l'arrondissement. Donc, il faut à présent intégrer davantage l'analyse intersectionnelle à l'approche féministe dans la prestation des services communautaires, publics et parapublics. Certains organismes pour les femmes de l'arrondissement fonctionnent déjà avec cette approche. Par contre, ce n'est pas le cas pour tous les organismes communautaires ou parapublics.

2.3.2 Consolider les stratégies de rayonnement et joindre plus de femmes de diverses origines

Afin de rejoindre une clientèle dont l'origine est plus diversifiée, il s'avère important de tenir compte d'une perspective intersectionnelle et culturellement sensible dans l'ajustement des services offerts et des modalités pour y accéder.

Il est nécessaire que les intervenant.es des différents organismes membres du COSSL (communautaires, publics et parapublics) se familiarisent avec le mandat des centres de femmes et de l'approche intersectionnelle.

L'organisation d'activités se déroulant dans la langue maternelle des participantes (ex. arabe, mandarin, etc.) pourra certainement susciter l'intérêt de certaines femmes.

Renforcer la mise en place d'activités qui rejoignent des jeunes femmes et des femmes plus âgées; les activités pour les aînées pourraient notamment se pencher sur la valorisation de leurs expériences et de leur vécu dans une perspective de partage et d'enrichissement intergénérationnel.

La référence entre les organismes communautaires est une stratégie qui peut accroître leur visibilité et permettre de faire connaître l'information sur les services existants pour les femmes de l'arrondissement. Il convient de systématiser cette pratique et de l'encourager, tout en préservant l'autonomie des organismes.

2.4 Recommandations de politiques publiques et financement

Les investissements sociaux sont rentables économiquement

La vaste littérature scientifique en ce qui concerne les solutions aux inégalités sociales a mis en évidence que les correctifs qu'une société met en place pour faire diminuer les inégalités s'avèrent rentables non seulement en termes de justice sociale, mais aussi et tout autant en termes de performance économique (Morel et al., 2012; Begg 2016; Taylor-Gooby, 2013).

...les mesures qui facilitent l'accès des femmes (en particulier) au marché du travail peuvent se traduire par une augmentation du PIB et des recettes fiscales. En l'absence de telles mesures, de nombreuses mères célibataires risqueraient d'être tributaires des allocations. L'emploi des femmes est donc positif pour les finances publiques. L'effet net sur les finances publiques correspondrait dans ce cas à la différence entre le coût des services d'aide proposés par l'État (crèches, services aux personnes âgées) et la somme du surcroît d'impôt payé et des prestations auxquelles renonce la personne ainsi « activée ». Ces mesures peuvent également être bénéfiques pour l'égalité entre hommes et femmes, ce qui représente une externalité positive...

Begg, Iain (2016, p. 69).

Ainsi, comme les femmes immigrantes qui habitent l'arrondissement ont un niveau de scolarité plus élevé que celui de la moyenne montréalaise, cela permet d'affirmer qu'avec un appui structuré en matière d'insertion à l'emploi, les Laurentiennes ont des fortes chances d'améliorer leurs revenus et par le fait même d'améliorer la situation socio-économique de leurs familles et de l'arrondissement. Se priver de cette contribution est un gaspillage auquel il importe de remédier.

Il faut donc, d'abord, s'assurer de l'existence d'un cadre institutionnel pour les accompagner dans les démarches d'obtention des équivalences (formation d'appoint, reconnaissance des diplômes, etc.). Le gouvernement a intérêt à investir, voire à renforcer les investissements dans le soutien au milieu communautaire pour que celui-ci puisse

renforcer les activités de soutien aux immigrant.es, les accompagner dans les démarches d'intégration au marché du travail et d'intégration sociale.

La garde des enfants est une responsabilité sociale

D'autre part, pour que les femmes et les immigrant.es à faible revenu puissent entamer les démarches d'insertion à l'emploi, il faut qu'elles puissent libérer le temps nécessaire à de telles démarches.

Alors que les organismes communautaires ont une expertise et offrent des services visant l'insertion à l'emploi, il faudrait qu'ils soient davantage soutenus financièrement pour qu'ils puissent accompagner l'offre de ces services par un service de halte-garderie.

La hausse et la modulation des tarifs de garderie ont un impact dévastateur pour les possibilités de mobilité sociale des femmes et des familles les plus pauvres de l'arrondissement. L'accès de plus en plus difficile aux services de garderie affecte très particulièrement les femmes de l'arrondissement Saint-Laurent dont la situation socio-économique se caractérise par les faibles revenus, la précarité d'emploi et leur condition d'immigrantes. Les frais qui empêchent l'accès constituent une entrave pour les femmes dans leur développement professionnel et social. Alors que les femmes et les familles de cet arrondissement comptent parmi celles qui ont le plus besoin de support institutionnel pour développer leur potentiel afin de se réaliser comme citoyennes et de contribuer à la société, elles sont délaissées par les politiques d'investissement.

Cela renforce la dynamique sociale de marginalisation pour les femmes en les empêchant de sortir, de s'intégrer au marché du travail et la vie sociale, sans compter que le recours aux services de garde pour les femmes immigrantes est souvent la condition de leur accès à la francisation. Cette dernière étant elle-même la condition de l'intégration au marché du travail et à leur société d'accueil de manière plus générale.

Par ailleurs, il est clair que pour les femmes immigrantes de l'arrondissement de Saint-Laurent, la formation d'éducatrice en garderie est un choix fréquent. Le travail en milieu de garde offre en effet la possibilité d'un emploi à temps partiel et localisé dans le quartier, ce qui peut permettre à ces femmes de conjuguer travail et responsabilités familiales. Par conséquent, la diminution de l'offre de places en garderies subventionnées crée un resserrement du marché du travail de qualité, le travail dans le milieu de garderie privée offrant souvent des conditions en deçà de celles offertes dans le réseau des CPE.

Les habitant.es du quartier Couronne Chaméran ont besoin de services communautaires accessibles sur place

Finalement, il importe de desservir localement les quartiers les plus défavorisés. Une attention particulière doit être portée à la création d'infrastructures pour la prestation des services sociaux et communautaires dans le quartier Couronne Chaméran. L'emplacement excentré de ce quartier fait en sorte que peu de services sont offerts

directement sur le territoire du quartier. Ce secteur n'est desservi que par deux lignes d'autobus aux passages peu fréquents. L'accessibilité aux services pour les femmes de ce secteur s'en voit grandement réduite. De plus, la population de ce quartier compte parmi celles au plus faible revenu, ce qui veut dire que le fait d'avoir à défrayer le coût du transport peut constituer un vrai empêchement pour accéder à des activités et services qui sont offerts. Bien que dans la mesure du possible les centres donnent des billets d'autobus, cela ne résout en rien le problème d'accessibilité dont la véritable solution est la création des services sur place.

Bibliographie

- Arrondissement Saint-Laurent. (2014). Profil sociodémographique. Direction de la Division de la planification urbaine, Direction de l'urbanisme Service de la mise en valeur du territoire Ville de Montréal, 42 p.
- Arrondissement Saint-Laurent. (2013). *Bilan de situation en développement social*. Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, 67 p.
- Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE). (2016). *Une vision pour le Québec : l'éducation à la petite enfance commence là où se trouve la qualité*. Mémoire de l'Association québécoise des centres de la petite enfance, 34 p.
- Begg, Iain. (2016). « L'économie de l'investissement social ». *Informations sociales*, no 192(décembre): 66-74.
- Boyd, M. et Yiu, J. (2009). « Immigrant Women and Earnings Inequality in Canada ». dans *Racialized migrant women in Canada : essays on health, violence and equity*, sous la dir. de Agnew Vijay, University of Toronto Press, p.208-232.
- Chicha, M.-T. (2009). *Le mirage de l'égalité : les immigrantes hautement qualifiées à Montréal*. Rapport de recherche, Centre Métropolis du Québec--Immigration et Métropoles.
- Chicha, M.-T. (2012). « Discrimination systémique et intersectionnalité : la déqualification des immigrantes à Montréal », *Canadian Journal of Women and the Law*, vol. 24, no 1, p.82–113.
- Chalvin, M. ; RQCALACS. (2016). *Cahiers et boîte à outils du programme de formation « Une pour toutes et toutes pour ELLES » portant sur l'approche féministe intersectionnelle*. Montréal. Bientôt disponible sur <<http://rqcalacs.qc.ca/documentation.php>>.
- Corbeil, C. et Marchand, I. (2006). « Penser l'intervention féministe à l'aune de l'approche intersectionnelle : défis et enjeux. », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, no 1, p.40-57.
- CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent. (2014). *Les services de garde au 31 mars 2014*, Ministère de la Santé et des Services sociaux, en ligne : <<https://emis.santemontreal.qc.ca/sante-des-montrealais/axes-dintervention/tout-petits/services-de-garde-a-lenfance/>>.
- Couturier, E.-L., et Tremblay-Pepin S. (2015). *Les mesures d'austérité et les femmes : analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008*, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), Montréal, 55 p.

- Fortin, P., Godbout, L. et St-Czerny, S. (2013). « L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux », *Revue Interventions économiques*, no 47, en ligne : <<http://interventionseconomiques.revues.org/1858>>.
- Gauthier, M.-A. (2014). « Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité de la population québécoise à partir de *l'Enquête sur la population active* ». Institut de la statistique du Québec, *Coup d'œil sociodémographique*, no 30, 7 p.
- Godin, J.-F. (2004). *L'insertion en emploi des travailleurs admis au Québec en vertu de la grille de sélection de 1996*, Direction de la population et de la recherche, ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, 60 p.
- Hill Collins, Patricia. 2016. *La pensée féministe noire: savoir, conscience et politique de l'empowerment*.
- Hum, D. et Simpson, W. (2003). « Labour Market Training of New Canadians and Limitations to the Intersectionality Framework ». *Canadian Ethnic Studies/ Études ethniques au Canada*, vol. 35, no 3, p.56-69.
- Krane, J. ; Oxman-Martinez, J. et Ducey, K. (2000). « Violence Against Women and Ethnoracial Minority Women: Examining Assumptions about Ethnicity and "Race" », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 32, no 3, p.1-18.
- L'R des centres de femmes du Québec. (2016). *Reculs des conditions de vie des femmes au Québec en 2015. Études des impacts des mesures d'austérité sur les femmes entre janvier et décembre 2015*, 55 p.
- Montréal en statistiques. (2013). *Portraits démographiques : profil des familles de la ville de Montréal*. Direction de l'urbanisme et du développement économique, Service de la mise en valeur du territoire, 22 p.
- Morel N., Palier B. et Palme, J. (dir.). (2012). *Towards a Social Investment Welfare State: Ideas, Policies, Challenges*, Bristol, Policy Press.
- Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM). (2014). *Les conséquences du sous-financement des organismes communautaires montréalais*. Montréal, 8 p.
- Statistique Canada (2006), *Enquête nationale auprès des ménages*, No 98-316-XWF au catalogue, Récupéré à partir de <https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>, janvier 2017.
- Statistique Canada. (2007). *Recensement de la population, 2006*, n° 92-591-XWF au catalogue, Récupéré à partir de <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-591/index.cfm?Lang=F>, janvier 2017.

Statistique Canada (2007). *Le revenu au Canada*. No 75-202X au catalogue. Seuil de faible revenu, base de 1992.

Statistique Canada (2011). *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, 406 p.

Taylor-Gooby P. (2013). *The Double Crisis of the Welfare State and What We Can Do About It*, Basingstoke, Palgrave.

Annexes – Tableaux construits à partir du sondage passé parmi les utilisatrices des services communautaires de l’arrondissement de Saint-Laurent

Le niveau d’éducation à la ville de Montréal, l’arrondissement de Saint-Laurent et au Québec

Les trois tableaux suivants comparent la scolarité de notre échantillon par rapport à celui de l’arrondissement de Saint-Laurent, de la ville de Montréal et de la province de Québec.

Tableau 16 - Le niveau de scolarité selon le sexe dans la ville de Montréal en 2011

	Total en Nombre d’habitant.s	Homme	Femme	Femme/ population totale	Données regroupées par type de diplôme
Population totale âgée de 25 à 64 ans selon le plus haut certificat, diplôme ou grade	935 395	464 410	470 985		
Aucun certificat, diplôme ou grade	121 500	60 515	60 980	12,9%	12,9%
Diplôme d’études secondaires ou l’équivalent 71	167 430	85 080	82 350	17,4%	17,4%
Certificat, diplôme ou grade postsecondaire 72	646 465	318 805	327 660		
Certificat ou diplôme d’apprenti ou d’une école de métiers 73	108 755	59 145	49 615	10,53%	34%
Certificat ou diplôme d’un collège, d’un cégep ou d’un autre établissement d’enseignement non universitaire	149 125	70 945	78 175	16,6%	
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat 74	59 885	27 300	32 585	6,9%	
Certificat, diplôme ou grade universitaire au baccalauréat ou supérieur	328 700	161 420	167 280		
Baccalauréat	190 980	91 350	99 625	21,15%	35,5%
Certificat, diplôme ou grade universitaire supérieur au baccalauréat 75	137 720	70 070	67 655	14,36%	

Source : ENM, Statistique Canada, 2011.

Si l’on compare le taux de diplomation de la ville de Montréal en comparaison avec celui de l’arrondissement, on observe que dans l’arrondissement Saint-Laurent, la diplomation au niveau du baccalauréat est plus importante, tandis que pour les études universitaires de cycle supérieur, on remarque un taux légèrement plus élevé à Montréal.

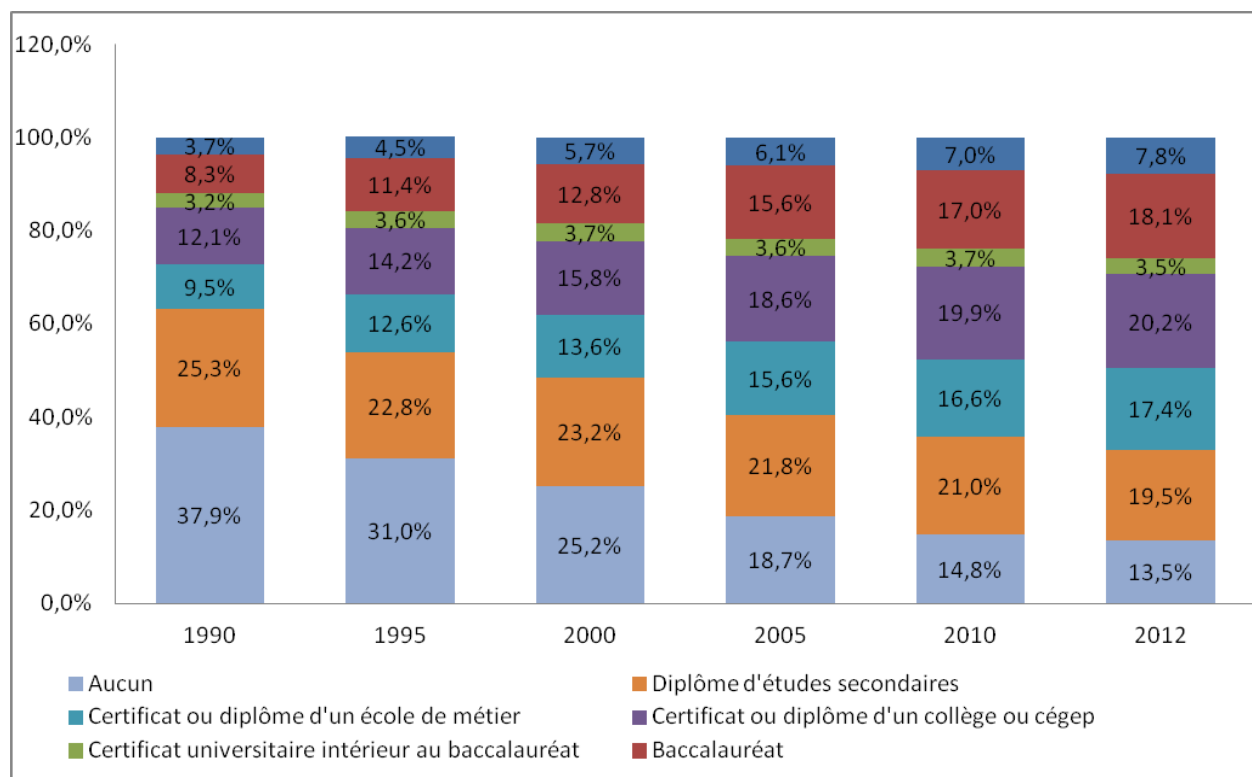
Comparativement au reste de Montréal, les femmes qui ont répondu à notre sondage ont un niveau de scolarité très élevé. Selon l'ENM, 14% des femmes de la ville de Montréal possèdent un diplôme universitaire de premier cycle. Si on fait le cumul de tous les diplômes universitaires, en incluant les diplômes des cycles supérieurs, on obtient une proportion de 23,73% (tableau 10).

Tableau 17 - Le niveau de scolarité selon le sexe dans l'arrondissement Saint-Laurent en 2011

	Total	Homme	Femme	Femme/ Population totale	Données regroupées par type de diplôme
Population totale âgée de 25 à 64 ans selon le plus haut certificat, diplôme ou grade	61 725	30 200	31 525		
Aucun certificat, diplôme ou grade	6 995	3 025	3 970	12,5%	6,4%
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	10 440	5 130	5 315	16,86%	8,6%
Certificat, diplôme ou grade postsecondaire	44 295	22 050	22 250		
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	5 020	2 685	2 335	7,4%	31,6%
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	9 405	4 425	4 980	15,8%	
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	4 780	2 115	2 660	8,4%	
Certificat, diplôme ou grade universitaire au baccalauréat ou supérieur	25 090	12 820	12 270		
Baccalauréat	14 945	7 325	7 615	24,16%	38,9%
Certificat, diplôme ou grade universitaire supérieur au baccalauréat	10 150	5 490	4 655	14,77%	

Source : ENM, Statistiques Canada, 2011.

Tableau 18 - Comparatif du niveau d'éducation dans la province de Québec pour l'ensemble de la population



Source : Institut de la statistique du Québec. En ligne : <<http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdœil-no30.pdf>>.

Lorsqu'on les compare avec la moyenne québécoise, les répondantes au sondage sont plus scolarisées que le reste de la population. On remarque qu'en 2012, la proportion de Québécois.es ayant un diplôme universitaire supérieur au baccalauréat est deux fois moins élevée que les résultats de notre échantillon (7,8% contre 15,9%). Il en est de même pour ce qui est du baccalauréat (18,1% contre 31,8%).

Catégories d'âge pour l'échantillon de cette recherche et pour la ville de Montréal

Tableau 19 Catégories d'âge de l'échantillon

À quel groupe d'âge appartenez-vous?				
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Groupe d'âge (année)	15 à 29 ans	24	12,6%	14,5%
	30 à 44 ans	79	41,6%	62,4%
	45 à 59 ans	41	21,6%	87,3%
	60 à 74 ans	17	8,9%	97,6%
	75 à 89 ans	4	2,1%	100%
	Total	165	86,8%	
Pas de réponse		25	13,2%	
Total		190	100%	

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Tableau 20- Catégories d'âge de la ville de Montréal

Population selon les grands groupes d'âge et le sexe, agglomération de Montréal, 2011			
Population totale	Nombre de personnes	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Femme	973 315		
0 à 14 ans	141 215	14,5%	14,5%
15 à 24 ans	120 955	12,4%	26,9%
25 à 44 ans	283 265	29%	55,9%
45 à 64 ans	252 530	25,9%	81,8%
65 ans et plus	175 365	18,01%	100%
Total	1 886 480	100%	100%

Source : Portraits démographiques, Profil des familles de la ville de Montréal, Direction de l'urbanisme et du développement économique, Service de la mise en valeur du territoire, mai 2013.

Tableau 21- Répondantes nées au Canada ou non

Êtes-vous née à l'extérieur du Canada?			
	Nombre de répondantes	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Non	37	19,5%	21,8%
Oui	130	68,4%	98,2%
Total	170	89,5%	100%
Pas de réponse	20	10,5%	
Total	190	100%	

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Tableau 22- Le statut locatif selon le lieu de naissance (Au Canada ou non)

Née à l'extérieur du Canada ou non et statut locatif (locataire ou propriétaire)						
			Êtes-vous née à l'extérieur du Canada?			Total
			Non	Oui	2	
Quel est votre statut locatif?	Locataire	Nombre de répondantes	24	111	0	135
		%	68,6%	86,7%	0%	81,3%
	Propriétaire	Nombre de répondantes	11	16	3	30
		%	31,4%	12,5%	100%	18,1%
	Toutes ces réponses	Nombre de répondantes	0	1	0	1
		%	0%	0,8%	0%	0,6%
Total	Nombre de répondantes		35	128	3	166
	%		100%	100%	100%	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Tableau 23- Croisement entre le pays d'origine et le revenu (revenu en millier \$)

Dans quelle des catégories suivantes se situe le revenu annuel de votre ménage?														
	Moins de 14 999		15 à 29		30 à 44		45 à 49		50 à 64		65 à 79		80 et +	
		%		%		%		%		%		%		%
A répondu en mandarin	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12,5	0	0	0	0
Afrique	1	1,2	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Algérie	10	12,3	0	0	0	0	1	12,5	1	12,5	0	0	0	0
Arabie Saoudite	0	0	0	0	0	0	1	12,5	0	0	0	0	0	0
Brésil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12,5
Bulgarie	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0	0	1	12,5	0	0	0	0	0	0
Burundi	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cameroun	6	7,4	3	8,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
China	1	1,2	0	0	0	0	2	25	0	0	0	0	0	0
Colombie	2	2,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	1	1,2	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Égypte	2	2,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Espagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12,5
France	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12,5	0	0	0	0
Ghana	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12,5
Guinée	0	0	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyana	0	0	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Haïti	4	4,9	4	10,8	0	0	0	0	1	12,5	0	0	0	0
Inde	0	0	2	5,4	0	0	0	0	0	0	2	100	1	12,5
Iran	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12,5	0	0	0	0
Jamaïque	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liban	11	13,6	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lybie	1	1,2	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maroc	8	9,9	4	10,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mexique	1	1,2	2	5,4	0	0	0	0	1	12,5	0	0	0	0
Middle east	0	0	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moldavie	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouzbékistan	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Palestine	1	1,2	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pérou	1	1,2	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Philippines	1	1,2	1	2,7	1	14,3	0	0	0	0	0	0	0	0
République Démocratique du Congo	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Congo	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Roumanie	0	0	0	0	1	14,3	0	0	0	0	0	0	0	0
Rwanda	0	0,0	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sri Lanka	0	0	1	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Syrie	4	4,9	0	0,	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vietnam	1	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	81	100	37	100	7	100	8	100	8	100	2	100	8	100

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Tableau 24 - Langue maternelle et revenu du ménage en dollar selon notre échantillon

Langue maternelle	Dans quelle des catégories suivantes se situe le revenu annuel de votre ménage?								
		Moins de 14 999\$	15 000 à 29 000\$	30 000 à 44 999\$	45 000 à 49 999\$	50 000 à 64 999\$	65 000 à 79 999\$	80 000\$ et plus	Total
Français	Nombre	15	11	2	2	1	0	2	33
	% dans	45,5	33,3	6,1	6,1	3	0	6,1	100
Anglais	Nombre	5	3	2	1	1	0	2	14
	% dans	35,7	21,4	14,3	7,1	7,1	0	14,3	100
Arabe	Nombre	32	9	1	2	1	0	0	45
	% dans	71,1	20	2,2	4,4	2,2	0	0	100
espagnol	Nombre	4	3	0	0	1	0	0	8
	% dans	50	37,5	0	0	12,5	0	0	100
Chinois : Mandarin/ Cantonais	Nombre	1	1	0	2	1	0	0	5
	% dans	20	20	0	40	20	0	0	100
Roumain	Nombre	1	0	1	0	0	0	0	2
	% dans	50	0	50	0	0	0	0	100
Arménien	Nombre	1	0	0	0	0	0	0	1
	% dans	100	0	0	0	0	0	0	100
Portugais	Nombre	0	0	0	0	0	0	1	1
	% dans	0	0	0	0	0	0	100	100
Créole	Nombre	1	1	0	0	0	0	0	2
	% dans	50	50	0	0	0	0	0	100
Autre	Nombre	11	6	0	1	1	2	2	23
	% dans	47,8	26,1	0,0	4,3	4,3	8,7	8,7	100
Total	Nombre	71	34	6	8	6	2	8	135
	% dans	52,6	25,2	4,4	5,9	4,4	1,5	5,9	100

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Tableau 25- Le statut matrimonial des répondantes

Quel est votre statut matrimonial?				
		Nombre de répondantes	Pourcentage	Pourcentage valide
Statut matrimonial	Célibataire	25	13,2%	15,4%
	Mariée	97	51,1%	59,9%
	Conjointe de fait	3	1,6%	1,9%
	Séparée	13	6,8%	8%
	Divorcée	17	8,9%	10,5%
	Veuve	7	3,7%	4,3%
	Total	162	85,3%	100%
Pas de réponse		28	14,7%	
Total		190	100%	

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Tableau 26- Satisfaction générale du logement et revenu de la répondante

			Dans quelle des catégories suivantes se situe le revenu annuel de votre ménage?							Total
			Moins de 14 999 \$	15 000 à 29 000\$	30 000 à 44 999\$	45 000 à 49 999\$	50 000 à 64 999\$	65 000 à 79 999\$	80 000\$ et plus	
En général, êtes-vous satisfaite de l'habitation que vous habitez?	Très satisf	Nombre répondantes	15	8	2	3	3	2	2	35
		%	42,9%	22,9%	5,7%	8,6%	8,6%	5,7%	5,7%	100%
	Assez satisf	Nombre répondantes	38	9	3	4	4	0	5	63
		%	60,3%	14,3%	4,8%	6,3%	6,3%	0%	7,9%	100%
	Peu satisf	Nombre répondantes	17	14	0	1	1	0	1	34
		%	50,0%	41,2%	0%	2,9%	2,9%	0%	2,9%	100%
	tout satisfait	Nombre répondantes	9	4	1	0	0	0	0	14
		%	64,3%	28,6%	7,1%	0%	0%	0%	0%	100%
	Je ne sais	Nombre répondantes	0	1	0	0	0	0	0	1
		%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Total	Nombre répondantes	79	36	6	8	8	2	8	147	
	%	53,7%	24,5%	4,1%	5,4%	5,4%	1,4%	5,4%	100%	

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Tableau 27- Le taux d'insatisfaction due au coût du logement

			Dans quelle des catégories suivantes se situe le revenu annuel de votre ménage?						Total	
			Moins de 14 999\$	15 000 à 29 000 \$	30 000 à 44 999 \$	45 000 à 49 999 \$	50 000 à 64 999 \$	65 000 à 79 999 \$		80 000 \$ et plus
(Le coût du logement) Pourquoi n'êtes-vous pas satisfaite de votre logement?	Non	Nombre de répondantes	42	18	3	2	4	1	3	73
		%	57,5%	24,7 %	4,1%	2,7 %	5,5%	1,4%	4,1%	100%
	Oui	Nombre de répondantes	17	8	1	3	0	0	1	30
		%	56,7 %	26,7%	3,3%	10,0%	0%	0%	3,3%	100%
Total	Nombre de répondantes	59	26	4	5	4	1	4	103	
	%	57,3%	25,2%	3,9%	4,9%	3,9%	1,0%	3,9%	100%	

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 28- Les répondantes ayant recours aux services, organisations, associations ou organismes pour des raisons de santé

Utilisation des organismes pour des raisons de santé			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Non	101	53,2%
	Oui	70	36,8%
	Total	171	90%
Pas de réponse		19	10%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 29- Les répondantes ayant recours aux services, organisations, associations ou organismes pour des raisons de dépannage alimentaire

Utilisation des organismes pour le dépannage alimentaire			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Non	114	60%
	Oui	57	30%
	Total	171	90%
Pas de réponse		19	10%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 30- Les répondantes ayant recours aux services, organisations, associations ou organismes pour les services reliés aux loisirs et aux activités sportives

Utilisation des organismes pour les loisirs et activités sportives			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Non	95	50%
	Oui	76	40%
	Total	171	90%
Pas de réponse		19	10%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 31- Le nombre de répondante utilisant les services du Centre local de services communautaires (CLSC)

Fréquente le CLSC			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Non	30	15,8%
	Oui	127	66,8%
	Je ne sais pas	6	3,2%
	Total	163	85,8%
Pas de réponse		27	14,2%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 32- Le nombre de répondantes utilisant les services d'une clinique médicale

Fréquente une clinique médicale			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Non	64	33,7%
	Oui	110	57,9%
	Total	174	91,6%
Pas de réponse		16	8,4%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 33- Le nombre de répondantes utilisant les services d'une clinique sans rendez-vous

Fréquente une clinique médicale sans rendez-vous			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Non	83	43,7%
	Oui	91	47,9%
	Total	174	91,6%
Pas de réponse		16	8,4%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 34- L'appréciation du support à l'arrivée pour des répondantes issues de l'immigration

Appréciation du support lors de l'arrivée des répondantes issues de l'immigration			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Facilement	32	16,8%
	Plus ou moins facilement	60	31,6%
	Difficilement	37	19,5%
	Total	129	67,9%
Pas de réponse		61	32,1%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent

Tableau 35 - Provenance du support à l'arrivée pour des répondantes issues de l'immigration

Provenance du support lors de l'arrivée des répondantes			
		Nombre de répondantes	Pourcentage
Valide	Organisme gouvernemental	30	15,8%
	Organisme communautaire	36	18,9%
	Communauté d'origine	10	5,3%
	Communauté d'accueil	15	7,9%
	Total	91	47,9%
Pas de réponse		99	52,1%
Total		190	100%

Source : Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.